

Gilbert Blardone

La crise 2014-2020

De la crise économique à la crise sociale et
sanitaire

Chronologie, analyse, perspectives

Tome 2

Nouvelle édition

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

ISBN :979-10-359-5195-5

© Gilbert Blardone

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle, réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

Mes remerciements s'adressent à tous ceux qui ont inspiré ce travail et contribué à le réaliser.

A François Perroux, économiste-humaniste, professeur au Collège de France, à qui je dois ma formation d'économiste hétérodoxe, allergique aux idéologies, observateur passionné de la réalité, avec qui j'ai eu la chance de collaborer.

A Maurice Allais, Prix Nobel d'économie, qui m'a honoré de son amitié et de ses conseils.

A Joseph Folliet, sociologue et poète, qui m'a fait bénéficier de son immense culture et m'a transmis la direction de la Chronique sociale de France, à Lyon.

Tous trois pionniers de l'économie de la vie, d'une Société de « tout l'Homme et de tous les Hommes » (F. Perroux).

J'ai bénéficié de l'apport précieux de Marie-Thérèse Parisot Blardone pour la documentation et les conseils ; de Jean-Dominique Blardone pour la formalisation du schéma et des circuits de l'activité économique et financière et pour la préparation de l'édition numérique ; de Maryse Gaudier pour l'édition, la saisie du texte et les mises à jour.

Un grand merci aussi aux lecteurs qui voudront bien m'adresser leurs points de vue, leurs remarques et leurs questions.

Le premier volume¹ de notre chronologie, qui commence à l'explosion de la crise, couvre la période 2007-2014 dans douze pays occidentaux : les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Suède, l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Islande, Chypre, le Portugal, l'Italie, ainsi que dans l'Union européenne et dans la zone euro. Nous y analysons d'abord les politiques de relance mises en œuvre par les différents pays de 2007 à 2010, puis les politiques d'austérité qu'ils ont adoptées de 2011 à 2014 sous l'influence de l'Allemagne et de la Commission européenne.

Notre chronologie couvre aussi les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et le Japon.

Dans le second volume, une rétrospective rappelle l'essentiel de ce qui ressort de cette période 2007-2014.

La période suivante, 2015-2020, est caractérisée par la stagnation et la faible reprise (moins de 2 % de croissance annuelle de l'activité économique) dans les pays qui ne se sont pas débarrassés de la « règle d'or » : la Grèce, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Union européenne, la zone euro. Quant aux Etats-Unis, ils ont continué de réagir à la crise par des politiques de relance.

Cette analyse chronologique en deux volumes ne couvre pas tous les pays. Mais, à travers les exemples retenus, elle **devrait permettre aux lecteurs de comprendre** pourquoi une simple crise immobilière née aux USA en 2007 est devenue mondiale, a affecté les économies

¹ Gilbert Blardone. *La crise 2007-2014 : chronologie, analyse et perspectives. Du capitalisme financier à l'économie solidaire et sociale de marché*. Ecully, Institut de socio-économie des entreprises et des organisations, 2014. 391 p. Edition numérique : www.Bookelis.com.

durant plus de dix ans, condamné des millions de personnes au chômage et provoqué misères, inégalités et fractures sociales, notamment en France avec le mouvement des « gilets jaunes ».

Elle se termine par **les perspectives** ouvertes par cette crise et par **les dix leçons, théoriques et pratiques**, qui s'en dégagent.

TABLE DES MATIÈRES

RÉTROSPECTIVE 2007-2014.....	8
Origine de la crise	8
Réactions des gouvernements.....	9
2007-2010 : les plans de relance	9
2011-2014 : l'austérité et la stagnation	17
DE LA STAGNATION À LA REPRISE, 2014-2020	26
Grèce : de la révolte à la soumission	26
2014.....	26
2015.....	32
2016.....	61
2017	67
2018.....	72
2019.....	76
Perspectives : retrouver la souveraineté ?.....	79
Italie : victoire de l'euroscpticisme	81
2014.....	81
2015.....	82
2016.....	83
2018.....	85
2019.....	89
Perspectives : alerte sur la croissance.....	93
Royaume-Uni : l'appel de la mondialisation	95
2014.....	95
2015.....	100
2016.....	106
2017	118
2018.....	122
2019.....	129
Perspectives : l'après-Brexit	138
France : révolution et... conservatisme	138
2014.....	139
2015.....	220

2016.....	296
2017.....	342
2018.....	414
2019.....	473
Perspectives : moderniser la France, répondre aux aspirations des Français, éviter les fractures sociales	497
Allemagne : « Deutschland über alles »	506
2014.....	507
2015.....	521
2016.....	532
2017.....	540
2018.....	547
2019.....	553
Perspectives : la remise en question du modèle économique et social	558
Perspectives européennes.....	559
Etats-Unis : « <i>America first</i> »	561
2014.....	562
2015.....	570
2016.....	579
2017.....	587
2018.....	605
2019.....	615
Perspectives : vers une nouvelle ère de protectionnisme et de rapports de forces ?.....	622
DIX LEÇONS THÉORIQUES ET PRATIQUES DE LA CRISE 2007-2020	627
L'idéologie pervertit les politiques économiques et monétaires.....	627
L'activité économique dépend de trois moteurs : la consommation, les investissements et les stocks, les exportations	628
La principale fonction de la politique monétaire est de maintenir l'égalité de l'offre globale et de la demande globale	629
Les circuits monétaires publics doivent compenser les circuits monétaires privés pour égaliser offre et demande.....	630
Les budgets cycliques anticrises sont indispensables.....	632
En ce qui concerne la dette et la capacité d'endettement, les avantages à long terme des emprunts d'intérêt général valent remboursement.....	633
Les traités multilatéraux de libre-échange doivent proscrire toutes formes de « dumping » qui faussent la concurrence.....	634
Il existe une étroite relation entre micro-économie et macro-économie.....	635

La démocratie libérale peut être mise en danger	636
Une société solidaire, sociale et participative de marché est possible	637
ANNEXE 1 : LES CIRCUITS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	639
Schéma simplifié de l'activité économique	639
Circuits de l'activité économique et financière	640
ANNEXE 2 : NOUVELLE THÉORIE MONÉTAIRE ET ÉCONOMIE DE L'ÉCOLOGIE	642
INDEX DES NOMS D'AUTEURS	645

RÉTROSPECTIVE 2007-2014

Origine de la crise

La crise trouve son origine aux Etats-Unis où, depuis l'année 2000, la spéculation immobilière a explosé². Des crédits immobiliers ont été massivement accordés sans tenir suffisamment compte de la solvabilité des emprunteurs (« *subprimes* »), c'est-à-dire de leur capacité à assurer le service de leur dette aux dates prévues dans les contrats de prêts³. Ces crédits ont atteint 1.200 milliards de dollars entre 2000 et 2007. Le service ne s'étant pas réalisé comme prévu, les banques prêteuses ont saisi les biens des débiteurs.

A partir de février 2007, plusieurs banques américaines ont fait faillite. Le 20 juin, deux fonds spéculatifs de la banque Bear Stearns se sont effondrés. Ces fonds ont vendu leurs titres de crédits immobiliers à d'autres opérateurs (banques, fonds d'investissement, etc.) ou à des particuliers qui les croyaient solides étant donné la bonne réputation des vendeurs, une pratique appelée « titrisation ». Ces titres immobiliers, réputés sans risques, se sont révélés « pourris », irrécupérables. Les vendeurs et les acheteurs ont fait faillite. Mais la titrisation a accru l'importance du krach bien au-delà des 1.200 milliards de dollars et l'a étendu à tous les pays concernés par elle.

Le 15 septembre 2008, la première banque d'affaires américaine, la Lehman Brothers (fondée en 1850) a fait faillite à son tour, ses trois activités couvrant les marchés financiers, l'investissement, la gestion de patrimoine étaient touchées. La crise s'est alors mondialisée, plus ou moins fortement selon l'engagement des pays et de leurs banques dans la titrisation et selon leur degré d'endettement⁴.

Affrontés à cette crise mondiale dite des « *subprimes* », **la plupart des gouvernements ont réagi en deux étapes.**

La première étape, de 2007 à 2010, est dominée par le souvenir de la crise de 1929-1939. L'observateur et théoricien libéral de cette crise, l'économiste anglais John Maynard Keynes

² Gilbert Blardone. *Comprendre l'activité et les politiques économiques. L'économie de la vie, 2017-2022*. 188 p. Edition numérique : www.bookelis.com. 2017.

³ Le service de la dette comprend essentiellement les intérêts. Le remboursement se fait à la date prévue par les contrats de prêt (à trois ans, dix ans, trente ans...). Mais, très souvent, en ce qui concerne les dettes publiques, elles ne sont pas remboursées ; elles sont simplement transformées, à échéance, en nouvelles dettes. Elles peuvent même être annulées (exemple : les dettes de guerres allemandes). Elles ne pèseront donc pas sur les générations futures.

⁴ Voir Gilbert Blardone. « 2007-2009 : La crise immobilière. » Dans : *La crise 2007-2014, op. cit.*, pp. 7-28.

dans son ouvrage sur *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*⁵ propose des politiques de relance de l'activité économique initiées par les Etats. Elles sont fortement conseillées aujourd'hui par les Prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz (2001)⁶ et Paul R. Krugman (2008)⁷.

La seconde étape, de 2011 à 2020, est dominée par la crainte de l'endettement des Etats, des déficits budgétaires et de l'inflation engendrant une perte de valeur du capital, inspirée par l'économiste américain Milton Friedman⁸, ultralibéral, qui rejette toute intervention des Etats. Elle verra l'abandon des politiques de relance au profit des politiques d'austérité qui pérenniseront la crise.

Entre ces deux étapes, de 2010 à 2011, se situe une phase de transition. Les plans de relance, jugés par les libéraux peu efficaces et causes de surendettement des Etats, sont remplacés par des politiques d'austérité. « *Keynes meurt, Milton Friedman ressuscite* ».

Réactions des gouvernements

2007-2010 : les plans de relance

Aux Etats-Unis, dès le 19 septembre 2008, le secrétaire au Trésor du gouvernement Bush (républicain), Henry Paulson, annonce une disponibilité de 1.000 milliards de dollars (714 milliards d'euros) pour racheter les actifs toxiques diffusés par la titrisation. Le 25 novembre, un deuxième plan de relance de 700 milliards de dollars (541 milliards d'euros) complète le premier. Le 17 juin 2009, le président Obama (démocrate) débloque 782 milliards de dollars (560 milliards d'euros) pour soutenir le système financier et contrôler davantage les transactions des bourses et des banques. A cela s'ajouteront, le 25 janvier **2010**, 150 milliards de dollars pour l'emploi.

En Europe, les quatre membres du G7 (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie) réunis à Paris, le 6 octobre 2008, décident de soutenir leurs banques. Le 8 octobre, Gordon Brown (travailliste), Premier ministre britannique, nationalise partiellement les grandes banques du pays. Le 14 octobre, les ministres des Finances de la zone euro débloquent 1.000 milliards d'euros pour soutenir, si nécessaire, les économies et les banques. L'Allemagne lance un plan de 81 milliards d'euros (3,4 % du PIB) ; la France de 33 milliards (1,7 % du PIB) plus un emprunt de 2,6 milliards pour l'investissement ; l'Espagne et l'Italie ont aussi leurs plans, de

⁵John Maynard Keynes. *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Paris, Payot, 2017. 493 p. Ed. originale : *General Theory of Employment, Interest and Money*. Cambridge, Cambridge University Press, 1936.

⁶Joseph E. Stiglitz. *Quand le capitalisme perd la tête*. Paris, Fayard, 2003. 416 p.

⁷Paul R. Krugman. *Sortez-nous de cette crise... Maintenant !* Paris, Flammarion, 2012. 294 p.

⁸Milton Friedman. *Essai d'économie positive*. Paris, Ed. Litec, 1995. 303 p.

27,5 milliards chacun. La Commission européenne propose aux Etats membres de se répartir 260 milliards d'euros pour relancer les économies avec plus de dépenses publiques et moins d'impôts.

En Asie, la Chine adopte un plan de relance de 465 milliards d'euros (16,2 % du PIB) ; le Japon un plan de 210 milliards d'euros (6,4 % du PIB).

Les 14-15 novembre 2008, **le G20⁹ se réunit pour la première fois**, à Washington, à l'initiative du président français, Nicolas Sarkozy. Les vingt puissances industrialisées et émergentes décident des politiques anticrise : l'ensemble des plans de relance devrait être de l'ordre de 3.800 milliards de dollars pour compenser les déficits publics dus à la crise entre 2009 et 2011. Elles décident aussi de renforcer la régulation du système financier mondial et de contrôler davantage les transactions boursières et les banques.

Pour le G20, la supervision financière aura pour objectif de supprimer les paradis fiscaux ; d'établir des normes comptables mondialisées réalistes ; de surveiller les agences de notation ; de contrôler les fonds spéculatifs (« *hedge funds* »)¹⁰.

Le 2 avril 2009, **au deuxième sommet du G20**, à Londres, les pays membres prennent cinq grandes décisions :

- Relancer la croissance et l'emploi. Les plans de relance ont déjà injecté 5.000 milliards de dollars au niveau mondial. Les ressources du FMI sont triplées et passent de 250 à 750 milliards de dollars. Avec l'aide des autres organismes financiers mondiaux (Banque mondiale, notamment), le total des ressources devrait atteindre 1.100 milliards de dollars. La relance des économies devrait donc bénéficier de 5.000 milliards déjà injectés plus 1.100 milliards soit 6.600 milliards de dollars. Les banques centrales sont invitées à pratiquer une « expansion monétaire concertée » pour financer la relance.
- Renforcer la supervision du système financier mondial.
- Renforcer les organes financiers mondiaux.
- Rejeter le protectionnisme sous toutes ses formes et libéraliser le commerce (poursuite du « cycle de Doha » de l'Organisation mondiale du commerce ; ce cycle n'aboutira pas du fait de la résistance des pays émergents).
- Garantir une reprise forte et durable (augmenter l'aide aux pays en développement en difficultés financières ; agir pour l'environnement).

⁹Les membres du G20 : Allemagne, Canada, USA, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Russie, Tanzanie, Union européenne. Le G20 représente les deux tiers de la population mondiale et 90 % du PIB de la planète (60.689.812 milliards de dollars en 2008).

¹⁰Gilbert Blardone. « Les plans de relance économique et leur financement. » Dans : *La crise 2007-2014, op. cit.*, pp. 15-28.

Le 3 avril 2009, la **Banque centrale européenne (BCE) baisse son taux d'intérêt directeur à 1,25 %** pour faciliter le crédit. La Banque européenne d'investissement (BEI) programme 30 milliards d'euros pour les prêts aux petites et moyennes entreprises de moins de 250 salariés.

L'année 2009 est caractérisée par deux périodes nettement contrastées¹¹. De janvier à avril, la crise s'aggrave. De mai à décembre, une légère reprise s'amorce sous l'influence de trois facteurs : les Bourses, après le G20, reprennent espoir et s'orientent à la hausse ; les plans de relance commencent à porter des fruits ; les pays émergents, notamment la Chine, améliorent leur efficacité.

Le FMI estime le coût de la crise pour les institutions financières à 4.054 milliards de dollars (3.100 milliards d'euros) du fait des pertes dues à la dépréciation des actifs américains « pourris » (2.096 milliards d'euros), européens (922 milliards d'euros), japonais (116 milliards d'euros). L'aide prévue atteindrait 6.100 milliards de dollars.

Le commerce mondial a baissé de 11 % en 2008 : Japon – 6,2 % ; Allemagne – 5,8 % ; Russie – 6 %.

Début 2009, les besoins de refinancement des économies sont estimés, pour l'Union européenne, à 1.300 milliards d'euros ; pour les USA à 1.569 milliards d'euros (2.000 milliards de dollars). Les besoins de financement par habitant sont estimés pour l'Union européenne à 2.654 euros ; pour les USA à 5.150 euros ; pour la France à 170 euros (ce chiffre semble surestimé ; le besoin de financement par habitant, en France, pourrait se situer entre 85 et 120 euros). D'où les plans de relance pour faire face à cette situation.

D'autre part, les ménages ont augmenté leur épargne, ce qui freine la reprise de l'activité économique. Aux USA, le taux d'épargne varie entre 0 % et 7 % du revenu (le plus haut depuis 15 ans) ; en Grande-Bretagne, il est négatif, soit un endettement de + 6 % ; en France, il est élevé, soit un taux d'épargne de 15 à 17 % ; en Chine il atteint + 50 %.

Prévisions de croissance 2009-2010			
Hongrie	- 6,30 %	France	- 3,00 %
Allemagne	- 6,00 %	Pologne	- 1,40 %
Roumanie	- 4,00 %	Zone euro	- 4,80 %
Italie	- 4,00 %	Japon	- 6,80 %
Royaume-Uni	- 3,75 %	USA	- 2,80 %
Espagne	- 3,00 %		

Le 20 janvier 2010, le **président Obama lance une réforme du système bancaire américain** pour éviter de nouvelles « bulles » financières résultant des comportements

¹¹Gilbert Blardone. « Aggravation de la crise ou reprise ? Rigueur ou croissance ? » Dans : *La crise 2007-2014*, op. cit., pp. 14-28.

aventureux des banques et des institutions financières. La loi Dodd-Frank est votée le 15 juillet 2010. Elle limite la taille des banques et de leurs actifs ; elle leur interdit de spéculer pour leur propre compte et avec les dépôts de leurs clients.

Malgré ces efforts, la Banque centrale américaine (la FED) estime qu'il faudra au moins cinq à six ans pour que l'économie américaine répare complètement les dégâts de la crise. Pour faciliter les crédits aux entreprises, elle ramène son taux d'intérêt directeur de 5,25 % à 0 et 0,25 %. La Banque centrale européenne (BCE) établit le sien à 1,25 % ; la Banque d'Angleterre (BoE) à 2 % ; la Banque de Suède (SR) à 2 % ; la Banque nationale suisse (BNS) à 1 %.

Le 30 janvier 2010, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne décident d'une stratégie de l'Union pour sortir de la crise, dite « **Stratégie 2020** ». Les objectifs visés sont l'emploi : taux d'emploi à 75 % contre 60 % en janvier 2010 ; l'innovation : 3 % du PIB pour la recherche-développement contre 1,9 % ; l'éducation : taux d'abstention scolaire ramené à 10 %, diplôme d'enseignement supérieur pour 40 % des jeunes ; la réduction du nombre des pauvres à 20 millions ; l'environnement : moins 20 % d'émissions de gaz de serre, économie d'énergie de 20 %, énergies renouvelables 20 %.

Les politiques de relance de l'activité économique menées depuis l'été 2007 ont eu des résultats modérés et ambigus. Malgré les plans d'aide, le PIB mondial était, fin 2009, quatre à cinq points plus bas qu'avant la crise.

Economie mondiale 2009-2010 (Source : FMI)		
	2009	2010
Economie mondiale	- 1,1 %	+ 3,1 %
Allemagne	- 5,3 %	+ 0,3 %
Royaume-Uni	- 4,4 %	+ 0,9 %
France	- 2,4 %	+ 0,9 %
USA	- 2,7 %	+ 1,5 %
Russie	- 7,5 %	+ 1,5 %
Japon	- 5,4 %	+ 1,7 %
Brésil	- 0,7 %	+ 3,5 %
Italie	+ 5,4 %	+ 6,4 %
Chine	+ 8,5 %	+ 9,0 %

Les prévisions pour 2010 anticipent les effets des plans de relance. Elles se situent au-dessous de 2 % de croissance annuelle, ce qui indique non une reprise mais la stagnation, sauf pour l'économie mondiale.

Pour le FMI, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) entraînent l'économie mondiale en 2010 (+ 5,5%). L'Afrique n'a pas connu la récession (+ 4% de croissance du PIB

en 2010). La zone euro est en stagnation (+0,3%), sauf l'Italie (+ 6,4%). L'ensemble des pays industrialisés aussi (+ 1,7%).

L'écart se creuse entre le dynamisme des pays émergents et la croissance molle des pays industrialisés proches de la stagnation (– 2% du PIB).

Selon l'OCDE, le chômage devrait être de 9,4% de la population active dans les pays industrialisés soit 25 millions de chômeurs de plus en trois ans (2007 : 5,5 % de la PA). Les plans de relance dans les pays concernés par notre étude ont eu « un effet moyen sur le taux de chômage qui oscille, en 2010, entre 0,8 % et 1,4 % ». L'effet sur l'emploi sera d'autant plus fort « que le taux de pénétration des importations est bas (Japon, USA, Australie) et plus faible dans les économies ouvertes telles que la Belgique, les Pays-Bas et la Corée » (*Source* : OCDE). La pauvreté s'accroît : 30 millions d'Européens sont sous-alimentés soit un coût pour l'UE de 170 milliards d'euros.

Le FMI estime que la croissance mondiale annuelle attendue, de 2010 à 2014, sera chaque année de 4 %, soit un point de moins qu'avant la crise. Si ces prévisions se vérifient, et si la stagnation s'installe, les pays industrialisés verront leur chômage se stabiliser ou s'aggraver pour évoluer autour de 10 % de la PA, jusqu'à 20 % dans certains pays. La pauvreté va augmenter dans les pays en développement ; des risques pèsent sur la croissance de l'activité. Le secteur bancaire détient encore 1.500 milliards de dollars (1.029 milliards d'euros de titres toxiques, « pourris »). La spéculation boursière n'est pas jugulée. Les déficits budgétaires pourraient décourager les investisseurs (risques d'inflation). La fin des plans de relance pourrait plomber la reprise. L'épargne des ménages inquiets augmente et pourrait ralentir la consommation.

Le FMI propose trois actions pour 2010

- Finir de recapitaliser le secteur financier pour qu'il soit capable, à nouveau, d'alimenter les économies.
- Poursuivre les plans de relance sans craindre les déficits publics, la croissance assurera le remboursement des « avances ».
- Contrôler les marchés et la spéculation pour rendre moins indispensables les politiques publiques.

Parallèlement aux effets mitigés des plans de relance qui semblent ne pas avoir été à la hauteur des besoins face à la crise des moyens de paiement, certains experts¹² estiment que **l'endettement des Etats a explosé**. La dette mondiale, du fait de la crise, devrait être multipliée par deux (15.300 milliards de dollars entre 2007 et 2010) ; 80 % de cette hausse provient des pays membres du G8 (USA, Japon, Allemagne, France, Russie, Royaume-Uni, Italie, Canada).

Devant cette évolution : relance faible, endettement fort, les adversaires des plans de relance, inquiets des risques d'inflation et donc de la dépréciation du capital, relèvent la tête. **L'idéologie**

¹²Gilbert Blardone. « Quelques points de vue d'économistes sur la crise. » *Dans : La crise 2007-2014, op. cit.*, pp. 53-57.

dominante bascule du libéralisme keynésien avec l'Etat comme régulateur à **l'ultralibéralisme** de Milton Friedman sans intervention de l'Etat.

L'analyse de John Maynard Keynes couvrait la crise et les politiques à mettre en œuvre pour en sortir. Elle reposait à la fois sur le rôle du marché (l'offre et la demande) et de la monnaie (bien qui représente tous les autres biens et services, essence du moteur qu'est l'activité économique). C'est en cela qu'elle est libérale. Mais l'Etat est le régulateur d'un marché soumis aux pulsions et à l'irrationalité des acteurs économiques, et d'une monnaie, dangereux outil de spéculation plus ou moins rationnelle. **Keynes, c'est le libéralisme dans l'action et l'Etat dans la régulation.** Les finances publiques sont un précieux outil de régulation des finances privées. Les plans de relance mis en œuvre depuis 2007 reposent sur cette analyse : **une philosophie libérale mais régulée par l'Etat**¹³.

L'analyse de Milton Friedman est, elle aussi, libérale mais elle rejette la régulation étatique. Par rapport au libéralisme de Keynes, Friedman est ultralibéral. Cette philosophie a trouvé sa meilleure expression dans ce que l'on a appelé le *Consensus de Washington*¹⁴. En 1989, les économistes du FMI et de la Banque mondiale, affolés par le surendettement de certains pays en développement, d'Afrique et d'Amérique latine notamment, ont élaboré une charte de ce qu'ils ont appelé « **l'ajustement structurel** »¹⁵. Cette charte, inspirée par les idées de Milton Friedman, est la véritable charte de l'ultralibéralisme. Pour Friedman, **le marché est autorégulateur**. Les interventions de l'Etat l'empêchent de jouer ce rôle et pérennisent les crises et les désajustements qui peuvent survenir dans le fonctionnement du marché.

Le Consensus de Washington peut se résumer en sept principes qui sont devenus la Bible ultralibérale des adversaires de Keynes et de la régulation des crises par les Etats.

Premier principe : le marché est le seul régulateur de l'activité économique. Cette affirmation, fondement de l'ultralibéralisme, repose sur une vision purement théorique d'un marché dit « de concurrence pure et parfaite ». Ce marché présente trois caractéristiques : **l'Atomicité** des entreprises (il n'existe pas de grandes entreprises ni de multinationales, uniquement des petites et moyennes entreprises sans influence sur les marchés) ; **la Fluidité** parfaite des facteurs de production (notamment du capital et du travail) qui sont toujours disponibles selon les besoins ; **la Publicité** parfaite du marché (l'acheteur et le vendeur connaissent toujours la meilleure qualité au meilleur prix). Ce marché théorique (AFP) est une invention des économistes libéraux pour fonder leur théorie. **Aucun marché réel ne réunit ces trois caractéristiques.** Dans la réalité, si un marché se déséquilibre, par exemple, du fait d'une

¹³ Jacques Mistrail. *La science de la richesse. Essai sur la construction de la pensée économique*. Paris, Gallimard, 2019. 478 p.

¹⁴ Gilbert Blardone. « Le Consensus de Washington. » *Dans : La crise 2007-2014, op. cit.*, pp. 4-5.

¹⁵ Gilbert Blardone. *Le Fonds monétaire international, l'ajustement et les coûts de l'homme*. Paris, Ed. de l'Epargne, 1990. 194 p.

demande durablement supérieure à l'offre de production ou de services, les prix augmentent. C'est une crise d'inflation ; dans le cas contraire où l'offre est supérieure à la demande, les prix baissent durablement, c'est une crise de déflation. Pour rétablir l'équilibre et sortir de ces crises, l'action publique est nécessaire. Il en est de même si la quantité de monnaie ne s'ajuste pas aux besoins de l'économie. L'Etat doit modifier la politique monétaire et contrôler la spéculation. Dans tous les cas de déséquilibre, **le circuit des finances publiques devra contrebalancer le circuit des finances privées** pour rétablir le bon fonctionnement du marché.

Deuxième principe : le moins d'Etat. Car l'intervention de l'Etat contrarie l'autorégulation par le marché.

Troisième principe : la dérégulation généralisée des marchés. Car les normes imposées au fonctionnement de l'économie gênent l'autorégulation par le marché.

Quatrième principe : la privatisation des services publics. Car ils entravent la « concurrence libre et parfaite ».

Cinquième principe : la maximisation de la productivité des entreprises. Pour être mondialement compétitives, les entreprises doivent réduire leurs coûts de production, notamment les salaires (coûts du travail) et adopter **un management par objectifs** en continue évolution à laquelle les travailleurs doivent s'adapter.

Sixième principe : l'ouverture inconditionnelle des frontières. La libéralisation des échanges doit être totale : pas de préférence communautaire, par exemple dans l'UE, pas de lutte antidumping. L'objectif est la mondialisation sans contraintes des échanges pour maximiser les profits.

Septième principe : l'indépendance des banques centrales. Elles doivent assurer, en priorité, la stabilité de la monnaie sans dépendre pour cela des Etats. **Pour les ultralibéraux, la monnaie agit sur les prix, non sur l'activité économique.** Cela se résume dans l'égalité $MV = PQ$ dans laquelle la masse monétaire **M**, multipliée par la vitesse de circulation de la monnaie **V** (nombre de fois qu'une unité monétaire, par exemple un euro, circule dans une unité de temps, par exemple un jour), égale le niveau général des prix **P** multiplié par la quantité de production **Q**. Pour les ultralibéraux, dans cette égalité, **V** est une constante (nos comportements sont stables et la vitesse de circulation de la monnaie aussi), elle ne varie pas. De même, **Q** est une constante, le niveau de la production ne varie pas non plus. **Donc, si la masse monétaire varie, elle n'agit pas sur la production Q mais uniquement sur les prix P.** Plus de monnaie signifie hausse des prix, inflation ; moins de monnaie signifie baisse des prix, déflation. Les plans de relance n'ont pas d'influence sur l'activité économique mais font monter les prix (inflation), détruisant ainsi la valeur du capital et des rentes. Cette analyse n'est valable que dans une économie agro-artisanale, antérieure au XVIII^e siècle et à l'arrivée de l'industrie qui fait varier aussi bien **V** que **Q**. Selon Milton Friedman, partisan du $MV = PQ$, les plans de relance ont un effet négatif : **pas plus d'activité économique mais plus d'inflation.** D'où l'hostilité systématique des ultralibéraux aux plans de relance par la monnaie. Les résultats mitigés des plans de relance entre 2007 et 2011 les ont confortés dans cette croyance relative à l'action de la quantité de monnaie sur l'économie et les prix. **A l'esprit de relance s'est substitué l'esprit d'austérité.**

L'influence de Milton Friedman s'est faite sentir dès la diffusion du *Consensus de Washington* (1989). Ses idées imprègnent les traités européens, notamment le *Traité de Maastricht* (1992). L'idéologie des institutions de Bruxelles, notamment de la Commission européenne, préconise **la libre concurrence** à l'intérieur du marché commun et avec l'extérieur ; **le moins d'Etat** et, notamment, la privatisation des services publics et des entreprises nationalisées comme les transports ; **une politique monétaire** garantissant la stabilité des prix et l'équilibre des finances publiques parce que les déficits budgétaires et l'endettement publics accroissent la masse monétaire et engendrent l'inflation. **D'où la fameuse « règle d'or »**, tirée du *Traité de Maastricht*, imposée à tous les Etats membres de l'Union européenne et soutenue par des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande. **Cette règle : pas de déficit budgétaire supérieur à 3 % et pas d'endettement public supérieur à 60 % du PIB, est le fondement de la politique d'austérité et la fin des politiques de relance en Europe à partir de 2011.** A la « mort de Keynes » proclamée se substitue le triomphe de Milton Friedman qui pérennisera la crise jusqu'en 2018.

Deux évènements font basculer durablement l'opinion et les dirigeants politiques du libéralisme keynésien au libéralisme de Milton Friedman, des politiques de relance vers les politiques d'austérité.

Le premier évènement, ce sont **les prévisions d'endettement des Etats entre 2007 et 2017** qui apparaissent catastrophiques. Le 23 septembre 2009, la dette publique mondiale s'élève à 35.091 milliards de dollars, ce qui est plus important que la richesse créée en 2008 par les sept pays les plus riches du monde. L'OCDE prévoit que cette dette publique continuera de croître de 30 % entre 2007 et 2017. Les intérêts devraient se situer entre 10,1% du PIB en France et 18,7 % au Japon. Cet endettement, pour les ultralibéraux, risque de provoquer, avec l'accroissement des masses monétaires, une forte inflation faisant courir un danger de dévalorisation aux rentes et aux capitaux. Le monde capitaliste se rebiffe !

Le second évènement, plus décisif encore que la crainte de l'endettement et de l'inflation, c'est **la situation financière de la Grèce et de certains pays européens du Sud** qui met en danger l'existence même de la zone euro.

En 2009, la Grèce annonce qu'elle est dans l'impossibilité d'assurer le service de sa dette. L'Espagne est en pleine crise immobilière. Le Portugal, lui aussi, est proche du défaut de paiement. L'Irlande est victime de l'aventurisme de ses banques. La dette de ces pays passe de 20 % du PIB en 2003 à 70 % en 2008. L'Islande se trouve dans une situation identique ; ses banques privatisées ont accordé des crédits pour la consommation et l'immobilier d'un montant total équivalent à douze fois le PIB (plus de 200 millions de dollars).

L'Allemagne, craignant pour l'avenir de la zone euro et refusant toute solidarité financière, n'hésite pas à traiter de « *pigs* » (cochons), les pays du Sud. Un député libéral allemand propose même aux Grecs un échange d'argent contre une île : « *On vous donne de l'argent, vous nous*

donnez Corfou ». Ce qui conduit le vice-Premier ministre grec à rappeler qu'en 1941, « *les Allemands ont pris les réserves d'or de la Banque de Grèce et ne les ont jamais rendues* »¹⁶.

L'ambiance, en Europe, devient électrique !

2011-2014 : l'austérité et la stagnation

La crise grecque et la situation de certains pays européens du Sud, marquée par un fort endettement et une croissance négative ou faible, convainc le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE), la « troïka », **de financer des plans d'austérité** dans l'espoir de rétablir la situation financière des pays bénéficiaires, de sauver l'euro et l'activité économique. Ces politiques d'austérité ont toutes comme fondement idéologique le *Consensus de Washington* et l'ultralibéralisme de Milton Friedman. **Elles se caractérisent par des réductions importantes sur toutes les dépenses publiques et privées et par l'application de la « règle d'or »**. Dans l'application de ces politiques, il n'est pas tenu compte de l'histoire et de l'originalité de chacun des pays concernés. La « règle d'or », simple critère statistique, décidée par de purs technocrates conseillers des décideurs politiques, s'impose à tous, quelle que soit la situation : moins de 3 % de déficit budgétaire ; moins de 60 % d'endettement public par rapport au PIB. Pourquoi 3 % et pas 2 ou 5, 60 % et pas 50 ou 80 % ? Personne n'est capable de répondre à cette question, ni de remettre en cause la « règle d'or ».

Durant tout cette période (2011-2014), **la politique économique et monétaire dans l'Union européenne et la zone euro est dominée par l'Allemagne**, fidèlement suivie par la France. C'est la politique d'austérité, dite **politique « Merkozy »**¹⁷.

En décembre 2010, la France et l'Allemagne sont d'accord pour une politique d'austérité. Le président Sarkozy abandonne la politique de relance pour imposer plus d'impôts et plus d'économies. Les deux pays décident de ne pas augmenter le capital du Fonds de solidarité financière (FSF) et de ne pas lancer des obligations européennes pour financer la dette des Etats en difficulté. C'est le refus de la solidarité financière entre membres de l'Union européenne, la « **politique Merkozy** ».

Le 4 février 2011, la chancelière allemande, Angela Merkel, avec l'accord du président français, Nicolas Sarkozy, propose aux membres de la zone euro et de l'Union un « **pacte de compétitivité** », en réalité, un pacte d'austérité. Ce pacte implique le renforcement de la discipline budgétaire (« règle d'or ») ; le contrôle des budgets par la Commission de Bruxelles, avant leur adoption par les Parlements nationaux, ce qui constitue une grave atteinte à la souveraineté des Etats ; des objectifs communs en matière de politique salariale (pas d'indexation des salaires sur les prix) ; l'augmentation de l'âge des retraites (67 ans) ; la

¹⁶Gilbert Blardone. « La crise grecque et la spéculation contre l'euro. » *Dans : La crise 2007-2014, op. cit.*, pp. 35-36.

¹⁷Gilbert Blardone. « L'Allemagne : la stratégie « Merkozy ». » *Dans : La crise 2007-2014, op. cit.*, pp. 133-144.

flexibilité des marchés du travail (horaire ; chômage partiel ; échelle des salaires ; licenciements, etc.). Des sanctions automatiques sont prévues en cas de non-respect des critères de Maastricht (1992) et du « pacte de stabilité et de croissance » (1997).

Le « *pacte de compétitivité* », qui forme le socle commun de tous les plans d'austérité en Europe, est qualifié par l'économiste français Michel Aglietta : « *ordre libéral, règles rigides et inefficaces dans un environnement incertain* »¹⁸.

L'Allemagne qui avait subi la crise plus fortement que la France (son PIB avait reculé en 2009 de 4,7 %, France – 2,6%) s'est redressée plus rapidement avec, depuis 2009, une croissance de l'activité de +3% (France + 1,4%). L'Allemagne a trouvé « un modèle de développement » qui lui convient parfaitement. Ce modèle comporte une **politique sociale restrictive** mise en place entre 2003 et 2005 par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder et les lois Harz. Celles-ci avaient réduit tous les avantages sociaux des Allemands. En 2018, l'Allemagne comptera seulement 5,4 % de chômeurs mais 7 % de ses travailleurs qui n'ont que des mini-jobs sont sous le seuil de pauvreté.

Cette politique sociale restrictive va de pair avec une **politique économique dynamique**. L'Allemagne a, en effet, conservé son industrie (24 % de son PIB contre 16 % en France) et privilégié, comme moteur de son activité, les exportations de machines-outils, de biens d'équipement, de biens intermédiaires, et d'automobiles dont les pays émergents ont besoin, d'où une balance commerciale extérieure fortement excédentaire tandis que la balance française est déficitaire. Enfin, l'Allemagne a le **culte du consensus** dans les rapports entre patronat et syndicats. Les rapports sociaux reposent sur la **cogestion**, ce qui assure une ambiance favorable à la gestion des entreprises et au développement économique du pays en rassurant les investisseurs.

Sous l'impulsion de l'Allemagne, les programmes d'austérité se mettent en place et se succèdent, dans l'ensemble de l'Union européenne, plus particulièrement dans la zone euro menacée par la crise grecque et par la situation à la fois économique (stagnation) et financière (endettement) des pays du Sud. Ces programmes lient aide financière pour assurer le service des dettes et plans d'austérité pour réduire déficits et endettements et revenir à la « règle d'or ».

La Grèce. En février 2010, le Conseil européen impose à la Grèce, selon le « *pacte de compétitivité*, un premier plan d'austérité avec réduction des dépenses militaires, du nombre des fonctionnaires, des salaires, des retraites, etc., et une hausse de la TVA. De 2010 à 2018, 180 mesures supplémentaires affecteront tous ces points, que le gouvernement soit conservateur ou de gauche avec Syriza. Trois plans d'aide se succéderont.

De 2009 à 2014, l'activité économique n'a cessé de décroître : 2009 – 3,1 % ; 2010 – 4 % ; 2011 – 7,1 % ; 2012 – 6 % ; 2013 – 4,2 %. Et la dette publique augmente par rapport au PIB, à l'inverse de ce qui était recherché : 2009, 129,7 % ; 2010, 148,3 % ; 2011, 170,6 % ; 2012,

¹⁸Gilbert Blardone. « Le débat 'austérité ou relance'. » Dans : *La crise 2007-2014, op. cit.*, pp. 35-36.

176,7 % ; 2013, 188,4 % ; 2014, 188,9 %. Le chômage, la pauvreté, les inégalités suivent le même chemin. Aucun pays n'a subi une austérité aussi draconienne.

Le FMI reconnaît que le régime d'austérité imposé à la Grèce par la « troïka » en mars 2010, en contrepartie d'un prêt de 110 milliards d'euros, a eu un effet désastreux sur son économie. *« Il y a eu des échecs notables. La confiance des marchés n'a pas été rétablie et l'économie a été confrontée à une récession bien plus forte que prévu ».*

Tous les pays soumis par la « troïka » à des programmes d'austérité semblables à celui de la Grèce, à quelques nuances près, ont subi la même évolution économique et sociale¹⁹. En échange de plans d'aide, ils ont dû réaliser un programme d'austérité draconien pour les ramener, en priorité, à la « règle d'or » et à l'application des conditions du « *pacte de compétitivité* ». En réalité, l'activité économique a régressé et l'endettement est demeuré ou s'est accru, le chômage et la pauvreté ont augmenté.

Le Royaume-Uni. En 2010, David Cameron, nouveau Premier ministre, avait lancé un « grand plan d'austérité » dont l'objectif était de rééquilibrer l'économie britannique afin de la rendre moins dépendante de la finance, de la consommation des ménages et des dépenses de l'Etat. Il s'agissait de ramener le déficit budgétaire de 11 % du PIB à 2 % en 2014–2015.

Mais en 2015, le déficit était encore de 5,3 % (3 % d'inflation déduite). Tous les postes budgétaires ont été affectés sauf la santé (un quart des dépenses de l'Etat), les dépenses sociales et les retraites (+ 3 %). Les autres dépenses ont été réduites de 20 % (inflation déduite) sur quatre ans. Les allocations versées aux collectivités locales ont diminué de 40 %. Les pauvres ont été durement affectés : moins 4 % de revenu pour les 10 % les plus démunis. La consommation des ménages et l'investissement de l'Etat ont été victimes de cette politique d'austérité. La croissance de l'activité en a subi les conséquences.

L'Irlande. Elle est le premier pays à entrer dans la récession en 2007, après une réussite économique spectaculaire entre 1980 et 2000, grâce, notamment, à son impôt sur les sociétés (IS) de 12,5 % qui attire les sociétés étrangères. C'est l'un des plus faibles de l'Europe (Bulgarie 10 % ; Chypre 10 % ; moyenne européenne 25,7 % ; Allemagne 29,8 % ; France 34,4 %). L'Irlande peut aussi compter sur ses exportations de technologies, de produits pharmaceutiques, de services financiers, etc. Ses principaux partenaires commerciaux sont l'Angleterre et les USA. Le rapport dette privée/PIB est de 100 % en 2000 et 230 % en 2008. La garantie des dépôts des banques irlandaises représente 440 milliards d'euros soit trois fois le PIB (153 milliards d'euros en 2010).

¹⁹Gilbert Blardone. « L'austérité l'emporte sur la relance. » *Dans : La crise 2007-2014, op. cit.*, pp. 59-112.

La crise bancaire et immobilière détériore brutalement la situation. Pour éviter une panique dans l'opinion, le gouvernement garantit, en septembre 2008, la dette des banques privées. De privée la dette devient publique. Elle passe de 25 % du PIB en 2007 à 95 % en 2010.

En novembre 2010, l'Irlande, victime de l'aventurisme de ses banques, demande une aide internationale. La « troïka » propose 85 milliards d'euros à un taux d'intérêt de 5,87 % avec, en contrepartie, 6 milliards d'euros d'économie budgétaire en 2011 et 15 milliards d'ici 2014. Les prévisions de croissance sont de - 3,5 % en 2008 ; de - 7,6% en 2009 ; de - 0,3% en 2010. En réalité, le PIB a reculé de 12,7 % de 2008 à 2011 (un sixième de perte environ). Les salaires réels du public et du privé ont fléchi de 13 % (- 6 % dans la zone euro). Les prix de l'immobilier ont chuté de 50 %. Il s'agit d'une dévaluation des prix et des coûts intérieurs puisque la dévaluation de l'euro n'est pas possible dans un pays membre de la zone euro.

En 2011, l'activité économique reprend : + 1%. En 2012, on espère +1,3 %. Le chômage est à 4 % de la population active. Mais le taux d'impôt sur les sociétés, 12,5 %, attire à nouveau les investisseurs (148 de plus en 2010 dans les nouvelles technologies). Les banques ont été recapitalisées cinq fois, à 63 milliards d'euros par l'Etat (45 % du PIB). Sur six banques, deux ont fermé ; deux ont fusionné et ont été nationalisées ; deux sont partiellement détenues par l'Etat.

En 2013, nouveau budget de rigueur. Au total, l'Irlande a réalisé 25 milliards d'économies mais la dette est passée de 25 % du PIB en 2007 à 117 % en 2012 du fait de l'austérité.

La France, depuis 2011, poursuit réformes et austérité. Elle prévoit 95 milliards d'économie en trois ans. Le chômage est à son plus haut niveau, 9,6 % de la PA soit 2,7 millions de chômeurs. Les Français sont préoccupés en premier lieu par le chômage (74 %) ; puis par le pouvoir d'achat (59 %) ; par la santé (51 %) ; par les retraites (49 %) ; par l'éducation (46 %) ; par l'environnement et la pollution (38 %).

Deux présidents ont fait les frais de cette politique et non pas été réélus. Le président Sarkozy a abandonné sa politique de relance 2007-2010 pour se rallier, avec l'Allemagne, à l'austérité (plus d'impôts, moins de dépenses). Le président Hollande a opté pour une politique de l'offre, d'aides aux entreprises, alors que c'est la demande (le pouvoir d'achat), qui est malade de la crise. L'activité économique ne repart pas, le chômage augmente.

L'Espagne. Avant la crise, l'Espagne était la quatrième économie de la zone euro et la huitième puissance économique mondiale. Son économie reposait sur deux piliers : le tourisme et la construction (18 % du PIB, 8 % de la PA). La crise de l'immobilier aux USA s'est répercutée durement sur l'Espagne. 700.000 à 1.000.000 de logements ne trouvent pas d'acquéreurs. Les impayés représentent 11,7 % en moyenne et jusqu'à 24 %. L'activité économique a reculé : PIB, 2009 - 3,7 %, 2010 - 0,2%. Le déficit budgétaire atteint 11 % du PIB en 2009, 10 % en 2010. La dette publique est de 53,2 % du PIB en 2009 ; 64 % en 2010. 4,7 millions de personnes sont au chômage.

Le gouvernement socialiste de Luis Zapatero présente un plan d'austérité de 60 milliards d'euros en trois ans qui implique une réduction des dépenses publiques avec une baisse moyenne de 5 % des salaires des fonctionnaires. L'âge de la retraite passe de 65 ans à 67 ans ;

l'aide à la naissance de 2.500 euros est supprimée. L'investissement public diminue de 6 milliards d'euros en 2014. Deux moteurs de l'activité économique, la consommation et l'investissement, sont affectés.

Le 6 octobre 2011, la « règle d'or » est inscrite dans la *Constitution* espagnole.

Le Parti socialiste perd les élections de novembre 2011 au profit du Parti populaire de droite de Mariano Rajoy. Un nouveau plan de rigueur de 8,9 milliards d'euros vient compléter le précédent de 60 milliards avec, en plus, une augmentation de 6,3 milliards d'euros d'impôts. Les mesures complémentaires pourraient atteindre 21 milliards d'euros. L'activité économique régresse : en 2012 – 1,3 %, en 2013 – 1,3%. Mais, à partir de 2014, c'est le sursaut. Grâce à ses exportations stimulées par la baisse des salaires, l'Espagne retrouve une économie plus soutenue qui la sort de la crise : 2014 + 1,4 % ; 2015 + 3,2 % ; 2016 + 3,3 % ; 2017 + 3,1 % ; prévision 2018 + 3,1 %. Le chômage régresse lentement : 2014, 23,7 % de la PA ; 2015, 20,9 % ; 2016, 19,6 % soit 3,7 millions de demandeurs d'emplois ; 2017, 16,55 %, le taux le plus bas depuis 2008.

Le Portugal. Le pays subit une crise de son commerce extérieur (importations 42,4 % du PIB, exportations 32,9 %). Déficit structurel 19,6 milliards d'euros en 2009.

Le gouvernement refuse un plan d'aide de la « troïka » mais lance un plan d'austérité sévère fin décembre 2010, avec réduction des salaires de la fonction publique entre 3,5 et 10 % ; suppression de 73.000 emplois en 2013 ; hausse de la TVA de 21 à 23 % ; gel des pensions ; baisse des prestations sociales, – 25 % pour les allocations sociales ; privatisation de trente-deux entreprises d'ici 2013, etc. Pour assurer le service de sa dette, le Portugal réussit à emprunter sur les marchés financiers mais au taux d'intérêt élevé de 6,71 %.

Le 6 août 2011, le Portugal demande une aide financière de 75 milliards d'euros à la « troïka », pour éviter un défaut de paiement du service de sa dette. En échange, il doit durcir son plan d'austérité.

En 2012, la récession du PIB est de 3,7 %. Le chômage atteint 15 % de la PA, 22,3 % chez les jeunes de moins de 25 ans qui rêvent d'émigrer au Brésil, en Angola, au Mozambique.

L'Islande. En 2007, l'Islande se situe au premier rang du développement humain, selon les critères du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Avec un revenu par habitant de 53.000 euros, elle est au huitième rang sur les 179 pays classés par le FMI. Sa croissance atteint 5 % l'an.

A partir de 2000, sous l'influence de l'idéologie ultralibérale, les trois banques nationalisées sont privatisées ; les nouveaux banquiers accordent des crédits pour l'immobilier et la consommation pour un montant total équivalent à douze fois le PIB (plus de 200 millions de dollars). Parallèlement, elles empruntent 4 milliards d'euros sur les marchés financiers à 10 %. La crise des « *subprimes* » aux USA leur est fatale : d'une part, elles ne trouvent plus de prêteurs internationaux pour se refinancer ; d'autre part, elles n'arrivent pas à se faire rembourser les prêts qu'elles ont accordés. La valeur de ces prêts s'effondre. C'est une crise d'origine bancaire.

Le FMI accorde un prêt de 1,6 milliard d'euros. Les pays nordiques un prêt de 2 milliards d'euros pour rembourser les créanciers étrangers. Pas de plan d'austérité, mais le niveau de vie de la population s'effondre (PIB – 10 %). La couronne est dévaluée de 58 %. L'inflation atteint 20 % du fait des prix des importations. 7 % de la population active est au chômage. Les Islandais s'expatrient en masse. L'Angleterre et la Hollande exigent le remboursement des créances étrangères, soit 3,9 milliards d'euros. L'Islande refuse.

Fin 2011, les exportations sont stimulées par la dévaluation de la couronne. La pêche (43% des exportations) et le tourisme repartent. L'activité se redresse à + 2 %.

Chypre. De 2004 à 2008, la croissance de l'activité économique du pays a été de 4,1 % en moyenne annuelle. A partir de 2008 (taux de croissance de 3,5 %), la crise des « *subprimes* » entraîne une baisse des investissements et des exportations.

En 2009, l'activité fléchit, – 1,7 % du PIB. Bruxelles suggère un programme d'austérité : réduction de la fonction publique, réforme des retraites, indexation des salaires sur les prix.

En 2012, la situation grecque affecte Chypre dont les banques sont fortement engagées en Grèce et qui se trouvent en difficulté. La Russie lui prête 2,5 milliards d'euros. Après de longues tergiversations, Chypre obtient 10 milliards d'euros de la « *troïka* » pour sauver ses banques. Mais celle-ci exige que les dépôts étrangers dans les banques cypriotes soient taxés. Le président russe proteste ; les avoirs russes déposés à Chypre sont estimés à 14,6 milliards d'euros (un tiers du total des dépôts dans l'île). A cela, il faut ajouter 9,2 milliards d'euros d'avoirs des banques russes à Chypre.

La restructuration du secteur bancaire provoque une chute de l'activité économique (– 10,5 % en 2013 ; – 8,3 % en 2014). Mais l'impôt sur les sociétés, de l'ordre de 10 %, devrait continuer à attirer les entreprises. Et dans un proche avenir, Chypre espère mettre en valeur des réserves de gaz naturel.

L'Italie. La crise n'a pas épargné l'Italie. Depuis les années 2000, le secteur bancaire s'est affaibli. Les créances douteuses, filles de la titrisation américaine et des crédits accordés à des emprunteurs peu solvables, s'élèvent à 340 milliards d'euros. La dette publique représente 132,8 % du PIB (2.300 milliards d'euros). Mais le déficit budgétaire reste inférieur au 3 % du PIB (« *règle d'or* »). Selon le FMI, il faudra attendre 2025 pour que le niveau d'activité d'avant la crise soit retrouvé. Dans la zone euro, ce niveau est de 20 à 25 % supérieur à celui de l'Italie.

Le retard de l'Italie par rapport aux autres pays membres de la zone euro ont des raisons diverses : il a des causes structurelles, par exemple, des entreprises de taille trop petites ; la différence entre le nord industriel et le sud agricole plus pauvre ; la faiblesse de l'administration publique ; le taux de change surévalué de l'euro pour l'économie italienne, qui a freiné la compétitivité des exportateurs et leur productivité. Le retard a aussi des causes conjoncturelles : la répercussion de la crise américaine des « *subprimes* » ; la politique aventureuse des banques concernant leurs prêts à des emprunteurs non solvables ; des fragilités bancaires qui font que « *les entreprises peinent à obtenir des prêts nécessaires pour financer leurs investissements ; cela pénalise la croissance du pays* » (Luca Paolazzi, économiste en chef du patronat,

Confindustria). Deux moteurs de l'économie sur trois : investissements et exportations, ont été affectés depuis 2000.

En 2009, la dette atteint 130 % du PIB. Les intérêts s'élèvent à 80 milliards d'euros par an. De plus, étant donné les rapports de forces politiques, le pays apparaît difficilement gouvernable.

En décembre 2012, Mario Monti (centre droit), sénateur à vie, à la tête d'un gouvernement de techniciens, envisage une refonte des retraites et réintroduit une taxe foncière sur les résidences principales.

Les élections des 24-25 février 2013 donnent une Chambre des députés et un Sénat ingouvernables. A la Chambre, le Parti démocrate, centre gauche, anciens communistes et coalition de gauche avec Mario Renzi, secrétaire-général, obtient 29,5 % des voix, 340 sièges ; le Peuple de la liberté, centre droit, libéral conservateur (qui deviendra Forza Italia) avec Silvio Berlusconi obtient 29,1 % des voix et 124 sièges ; le Mouvement 5 étoiles, ni de droite, ni de gauche, avec Beppe Grillo obtient 25,5 % des voix, 108 sièges ; l'Union du centre, avec Mario Monti, obtient 10,5 % des voix, 45 sièges.

Au Sénat, le Parti démocrate obtient 31,6 % des voix et 113 sièges ; le Peuple de la liberté (Forza Italia) 30,7 % des voix et 116 sièges ; le Mouvement 5 étoiles 23,8 % des voix, 54 sièges ; l'Union du centre 9,1 % des voix, 18 sièges.

Enrico Letta (Parti démocrate) est nommé Premier ministre. Il forme un gouvernement de grande coalition et il engage une politique de relance pour sortir du marasme économique et de la crise sociale. Le gouvernement se donne dix-huit mois pour réussir, avec démission en cas d'échec. Parmi les mesures prises figurent :

- La suspension de la taxe sur les résidences principales.
- Pas d'augmentation de la TVA.
- L'étude des « formes de revenu minimum » pour les familles pauvres avec de petits enfants.
- La révision à la baisse du salaire des ministres.
- La révision du financement des partis politiques.

Le 8 mai 2013, la Cour des comptes italienne estime que les politiques d'austérité appliquées depuis 2009 ont été un facteur aggravant de récession et une perte de richesse (PIB) de 230 milliards d'euros.

Mais le gouvernement d'Enrico Letta est gêné par Silvio Berlusconi et ne peut appliquer son programme. En 2013, la chute du PIB est de 1,8 % au lieu de 1,3 % espéré (prévision 2014 + 1 %). Le chômage atteint 12,9 % de la PA. La dette passe de 130 à 133 % du PIB. Le déficit budgétaire est de 3,1 % contre les 3 % prévus (« règle d'or »). Malgré cette situation et compte tenu des efforts réalisés, la Commission de Bruxelles met fin à la « procédure pour déficit excessif » qu'elle avait infligée à l'Italie (29 mai 2013).

L'Union européenne et la zone euro. La crise des « *subprimes* » aux Etats-Unis a durement frappé les pays membres de l'UE et de la ZE. Au lieu d'améliorer la situation, les politiques d'austérité l'ont aggravée.

Les politiques d'austérité ont fait qu'en un an, en 2013, le PIB des pays de la zone euro ne s'est accru que de 30 milliards d'euros (croissance annuelle inférieure à 2 % et récession), la dette a augmenté de 450 milliards d'euros. En janvier 2008, elle représentait 67,3 % du PIB de la zone ; en janvier 2013, 93,4 %. Quant au chômage, il atteint 10 % de la population active. La situation économique et sociale dans l'Union européenne et la zone euro a provoqué une montée de l'euroscpticisme.

Les petits pays sont ceux dont l'activité est positive mais inférieure à 4 %, taux nécessaire pour assurer le plein emploi des hommes et des équipements (un point de croissance entraîne la création d'environ 100 à 120.000 emplois). Le chômage, les inégalités, la pauvreté n'épargnent pas ces pays.

Les pays du Sud, plus la France et les Pays-Bas, sont en récession. Ce sont eux qui subissent le plus les politiques d'austérité et leurs drames sociaux, et dont les politiques économiques, financières et sociales sont soumises à la « règles d'or ».

L'Allemagne émerge progressivement de la crise, grâce à son secteur industriel (24 % du PIB). Elle compte seulement 5,4 % de chômeurs mais 7 % de ses travailleurs qui n'ont que des « *mini jobs* » sont sous le seuil de pauvreté de 1.000 euros. Sa politique sociale restrictive a été codifiée par les lois Hartz de 2003-2004.

Quant à la **Banque centrale européenne** (BCE), elle a soutenu l'activité de la zone euro en rachetant une partie des dettes des Etats les plus en difficulté, malgré l'interdiction de cette pratique par le *Traité de Maastricht* et l'hostilité de l'Allemagne.

A partir de mai 2010, elle a pratiqué **une politique dite « non conventionnelle »** à l'image de la politique de « *quantitative easing* » de la FED aux USA, invoquant la nécessité de relancer l'inflation inférieure à l'objectif de 2 % fixé par les traités pour stimuler l'économie. Une hausse des prix modérée est censée inciter la population à acheter et les entreprises à investir avant de futures augmentations. Cette politique l'a amenée à racheter 70 milliards d'euros de dettes aux Etats européens les plus en difficulté. Elle pourrait aller jusqu'à 1.000 ou 2.000 milliards si nécessaire.

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) refusent l'austérité et poursuivent leur développement. En mars 2010, l'Asie (le Japon, la Chine, la Corée, les pays de l'ASEAN) créent un fonds de 120 milliards de dollars pour prévenir les crises de liquidité, une amorce d'un fonds monétaire asiatique.

L'Inde, discrètement, poursuit une croissance moyenne de plus de 7 % depuis 2014. C'est le pays le plus dynamique du G20, favorable à l'économie mondiale.

La Chine entend doubler son produit intérieur brut et le faire passer de 200 euros mensuels brut par habitant (272 dollars) à 400 euros (544 dollars).

Le plan « *Made in China* », élaboré en 2015, a pour objectif le développement de l'économie chinoise et la réduction de sa dépendance aux technologies étrangères. Il s'agit d'augmenter les investissements dans la recherche et le développement, d'améliorer l'automatisation des usines, la robotique, les puces électroniques. Le plan vise à faire de la Chine un des trois pays leaders dans l'industrie d'ici 2049, centenaire de la République populaire. Par des taxes à l'importation visant 1.300 produits, les USA entendent freiner le développement chinois, notamment dans les technologies de pointe (téléviseurs à écran plat, semi-conducteurs, équipement médical, batteries électriques, etc.).

Sa croissance économique oscille autour de 6 %. Alors que l'Occident est anesthésié par les politiques d'austérité, la Chine se réveille !

Le Brésil, en crise politique endémique, après deux ans de récession, retrouve début **2017** une activité économique plus soutenue (prévision + 2 % en 2018). Après un premier plan de relance en 2007-2010 de 100 milliards d'euros, le Brésil adopte un deuxième plan pour 2011-2014 de 660 milliards d'euros axé sur deux domaines prioritaires : les transports et l'habitat (construction de deux millions de maisons populaires).

La Russie profite des sanctions dont elle est l'objet pour renforcer et élargir son économie (PIB + 1,5 % en 2017).

L'Afrique du Sud, en difficultés politiques, retrouve, en 2017, une modeste croissance de + 1,3 % après + 0,6 % en 2016.

DE LA STAGNATION À LA REPRISE, 2014-2020

Grèce : de la révolte à la soumission

La Grèce, martyrisée par la « troïka » sous couvert d'aide financière, a vu sa souveraineté piétinée, son niveau de vie s'effondrer, le chômage et la pauvreté exploser... En 2018, elle sort progressivement de l'aide financière de la « troïka » mais elle reste sous surveillance. Elle aussi est étouffée par la « règle d'or ». Rester dans la zone euro, c'est ne pas pouvoir échapper à cette règle. L'austérité a purgé son économie, comme celle de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie... Ses exportations, son tourisme et sa flotte commerciale (la première du monde), notamment, profitent de cette purge dont c'est le seul avantage. Cela devrait permettre à l'activité de repartir.

Aller au-delà dans la reprise supposerait sortir de l'euro (Grexit) et se libérer des contraintes de la « règle d'or ». L'activité retrouvée, accompagnée d'une gestion réaliste des finances publiques, relancerait les exportations, la consommation et l'investissement, et améliorerait les conditions de vie de la population. La lumière succéderait à la nuit.

2014

La situation de la Grèce en 2014 (*Source* : Elstat, et Banque de Grèce)

- Le salaire minimum brut est passé de 751,39 euros en 2009 à 586,08 euros en 2012 ; 489,38 euros pour les moins de 25 ans. Une loi de 2012 a réduit le salaire minimum, selon les cas, de 22 à 33 %. En 2013, 23,7 % de la population était en-dessous du seuil de pauvreté.
- Les revenus ont été amputés de 29 % entre 2008 et 2013.
- Les prix à la consommation ont baissé de 1,6 % sur un an (2013-2014).
- Les retraites ont perdu entre 5 et 15 % en 2014.

En 2014, la Grèce compte 600.000 fonctionnaires, soit 200.000 de moins qu'en 2010. Il est prévu la mise en disponibilité de 25.000 agents et 15.000 nouveaux licenciements en 2015.

Les dépenses de l'éducation ont diminué de 28,3 % entre 2008 et 2013 (5,1 milliards d'euros en 2014).

Le budget de la santé est passé de 10,03 % du PIB en 2009 à 9,16 % en 2012. Tous les centres de soins primaires ont été fermés. 10.000 lits ont été supprimés. Le recrutement du personnel de santé a été bloqué.

Les familles des salariés des entreprises qui ont fermé pour cause de faillite, 240.000 sur 780.000 depuis 2008, soit 31 %, ont perdu la sécurité sociale.

Indicateurs économiques

- PIB : 2008, 233,2 milliards d'euros ; 2013, 182,1 milliards d'euros (− 26 %).
- Dette : 2008, 112,9 % du PIB = 280 milliards d'euros ; 2013, 175,1 % du PIB (319 milliards d'euros).
- Déficit budgétaire : 2008, − 9,8 % ; 2013, − 2,1 %.
- Chômage : 2008, 7,6 % de la PA ; 2013, 27,3 % de la PA, 60 % pour les moins de 25 ans.
- Coût unitaire du travail : entre 2008-2009, + 11,3 % ; entre 2010-2013, − 13,8 %.
- Dépôts bancaires : 2008, 280,4 milliards d'euros ; 2013, 212,8 milliards d'euros.

■ **1^{er} janvier. *La Grèce préside l'Union européenne.*** Le Premier ministre, Antonis Samaras, conservateur, entend bien profiter de cette présidence pour restaurer le prestige de son pays.

■ **2-3 février. *L'effacement de la dette grecque.*** Un document confidentiel révèle qu'en 2010, déjà, plusieurs pays soutenaient l'idée de l'effacement d'une partie de la dette grecque. Pour sa part, le FMI doutait de l'efficacité du premier plan de sauvetage de 2010, avant même sa mise en œuvre.

■ **13 février. *Le chômage en hausse.*** La Grèce a enregistré une hausse record de son taux de chômage qui a atteint 28 % de la population active en novembre 2013.

■ **18 mars. *Accord entre la Grèce et ses créanciers.*** Le Premier ministre, Antonis Samaras, annonce un accord entre la Grèce et ses principaux créanciers : le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne, l'Union européenne. Cet accord prévoit le déblocage, en urgence, de 20 millions d'euros pour aider les sans-abris ; et une baisse des charges sociales de 3,4 points pour les employeurs et les salariés. Dans son budget, la Grèce a en effet un excédent primaire (charges de la dette exclues) estimé, pour 2013, à 1,5 milliard d'euros. 500 millions d'euros seront disponibles pour les Grecs les plus pauvres. D'autre part, les créanciers acceptent de reporter la simplification des procédures de licenciements collectifs exigée du gouvernement, ainsi que les nouveaux licenciements de fonctionnaires (15.000 prévus en 2014).

La Grèce est entrée dans la zone euro en juillet 2015. Depuis, elle a beaucoup emprunté. Elle est en difficulté pour assurer le service de sa dette et, depuis 2008, ses créanciers dirigent sa politique et lui imposent l'austérité. Depuis 2016, en échange de mesures d'austérité, la « troïka » lui avait accordé un prêt de 240 milliards d'euros. Le déblocage progressif de ce prêt était envisagé si l'austérité était renforcée.

Enfin, l'accord prévoit que la recapitalisation des banques grecques, estimée à 6,4 milliards d'euros par la Banque centrale de Grèce, continuera (50 milliards d'euros avaient été accordés

par les créanciers en 2013 au Fonds hellénique de stabilité financière, FHSF, pour cette recapitalisation ; 8 milliards sont encore disponibles pour 2014).

■ **11 avril. La chancelière allemande en visite à Athènes.** Angela Merkel visite la Grèce pour la deuxième fois en deux ans. Elle fait part de son optimisme : « *Je suis consciente qu'il y a de nombreuses opportunités de développement dans ce pays... La Grèce est sur le bon chemin... Cela valait la peine de faire ces réformes ces dernières années* ». Dans les rues d'Athènes, des centaines de manifestants protestent contre la visite de la chancelière.

► **Commentaire du chroniqueur.** Cet optimisme n'est pas partagé par l'ancien ministre de l'Economie et des Finances Yannis Papantoniou pour qui la situation du pays est profondément détériorée²⁰. « *Le revenu réel [corrigé de l'inflation] par habitant dans la zone euro oscille autour de son niveau de 2007, avant la crise ; mais en Grèce et en Italie, il a plongé avec la crise et les politiques d'austérité. Depuis 2008, le produit intérieur brut de la Grèce a baissé de près de 25 %. Le chômage dans la zone euro est de 12 % mais il atteint plus de 25 % en Espagne et de 28 % en Grèce [7,59% en 2009] ; il est de 60 % chez les jeunes de moins de 25 ans. Compenser ces pertes nécessite un retour rapide à des taux de croissance élevés et durables, et de grandes quantités de capitaux.* »

Selon l'ancien ministre, « *cinq raisons rendent improbable, dans les conditions actuelles, l'obtention des financements nécessaires. Premièrement, en raison de l'austérité, l'investissement public continue de diminuer... Deuxièmement, les sources de capital privé national sont limitées... Troisièmement, les prêts bancaires ont beaucoup ralenti en raison de la faillite des banques grecques* ». Les taux d'intérêts sont deux fois plus élevés (dix fois pour les prêts à long terme). Quatrièmement, la position débitrice de la Grèce (170 % du PIB) décourage l'investissement privé étranger. Cinquièmement, la confiance entre investisseurs étrangers et grecs a disparu.

En plus d'une offre de capital insuffisante, la Grèce souffre d'un déficit de la demande car la « troïka » continue d'exiger une cure d'austérité sévère. » Y. Papantoniou ajoute que les réformes imposées par la « troïka » comme la privatisation des entreprises publiques, la dérégulation, l'abolition des pratiques commerciales restrictives et la réduction de la taille du secteur public « *ont été entreprises lentement et de manière inefficace, ce qui ne modifiera pas de manière significative les perspectives de croissance* ». Plutôt que de s'attaquer aux intérêts particuliers, le gouvernement, en prônant la réduction de toutes les dépenses, a « *généralisé la misère économique* ».

Ce diagnostic est partagé par une large majorité de la population grecque. La situation politique se tend. Syriza, le parti de la gauche radicale animé par Alexis Tsipras, qui s'élève contre l'austérité et la domination de Bruxelles et de la « troïka », gagne du terrain et se trouve à égalité dans les sondages avec la Nouvelle démocratie (ND), le parti du Premier ministre Antonis Samaras. ◀

²⁰Yannis Papantoniou. « La Grèce n'est pas sauvée. » *Le Monde* (Paris), 19 avr. 2014.

■ **12 avril. *La Grèce revient sur les marchés financiers.*** Depuis quatre ans, la Grèce était pratiquement exclue des marchés financiers. Le 12 avril, le gouvernement conservateur d'Antonis Samaras emprunte 2,59 milliards d'euros à cinq ans et à taux de 5,3%. En 2013, le budget grec avait enregistré un excédent primaire, non compris la charge de la dette de 1,5 milliard d'euros. Pour 2014, la prévision de croissance est positive, + 06 %, pour la première fois depuis 2008 (2007 + 3,5 % ; 2008 - 0,2 % ; 2009 - 3,1 % ; 2010 - 4,9 % ; 2011 - 7,3 % ; 2012 - 6,4 % ; 2013 - 3,7 %).

► **Commentaire du chroniqueur.** Malgré une dette de 320 milliards d'euros (170 % du PIB ; 113 % en 2008) que le gouvernement Samaras espère ramener à 124 % d'ici 2020, cette légère amélioration de l'activité économique a convaincu les investisseurs que la Grèce était, malgré tout, plus sûre pour leurs placements que les pays émergents. Le Portugal et l'Irlande ont bénéficié du même diagnostic. L'émission sur les marchés financiers de 2,59 milliards d'euros apparaît comme une opération plus politique qu'économique à l'occasion de la visite de la chancelière allemande. ◀

■ **2 mai. *La Grèce, première flotte marchande mondiale.*** Un rapport confirme la place de la flotte marchande grecque comme première du monde, avec ses 4.984 navires. La Grèce contrôle 16,25 % de la flotte marchande mondiale et près de 40 % de la flotte européenne (Theodore Venjamis, président de l'Union des armateurs grecs). La Grèce précède ainsi le Japon, la Chine, l'Allemagne, la Corée du Sud. Depuis 2000, le Japon (8.537 navires) tenait la première place. Mais les Grecs ont investi 13 milliards d'euros dans 275 navires neufs en 2013, et plus de 5 milliards en 2014.

La marine marchande joue un rôle prépondérant dans l'économie grecque mais pas dans la fiscalité et les recettes de l'Etat. Une loi du 22 décembre 2013 prévoit un impôt exceptionnel pour les trois prochaines années, selon la taille des navires, malgré l'opposition des armateurs qui menacent de délocaliser leurs entreprises pour rester compétitifs.

■ **4 mai. *NERIT, une nouvelle chaîne publique de télévision.*** La télévision publique, ERT, avait été fermée le 14 juin 2013 par le gouvernement conservateur d'Antonis Samaras, pour lutter contre les gaspillages et le clientélisme, 2700 employés avaient été licenciés. Depuis, une chaîne temporaire, DT, assurait un service minimum avec 800 salariés précaires. Ils seront repris par NERIT.

■ **9 mai. *Nouvelles exigences de la « troïka ».*** La Grèce doit adopter une centaine de « petites » réformes pour pouvoir recevoir une nouvelle tranche d'aide : libéralisation du prix du lait et des médicaments ; suppression du prix unique du livre ; aménagement des horaires des pharmacies, etc. L'économiste Angelos Tsakanikas reproche à la « troïka » de mettre toutes

les réformes sur le même plan. Pendant ce temps, la mise en place d'un cadastre ou la réforme de l'Etat n'avancent pas.

■ **23 mai. *Les agences de notation relèvent la note de la Grèce et de l'Espagne.*** Standard & Poor's, Moody's et Fitch relèvent la note de crédit de la Grèce et de l'Espagne, qui passe de « B – » à « B ». La dette demeure cependant dans la catégorie spéculative. Pour 2014, Fitch prévoit une amélioration de l'activité économique grecque (PIB) de + 0,5 %, après six ans de récession.

■ **14 juin. *Les privatisations exigées par la « troïka ».*** Le gouvernement grec devra privatiser des biens publics. Terres : 90 plages et îles, dont la plage d'Elafonisos, au sud du Péloponnèse ; infrastructure : plusieurs dizaines de ports et de marinas ; 37 aéroports régionaux ; propriétés immobilières de l'Etat ; entreprises : la compagnie des eaux d'Athènes, de Thessalonique ; la Hellenic Petroleum, raffinage et distribution de pétrole ; la compagnie nationale d'importation et de distribution du gaz naturel ; la compagnie ferroviaire nationale TrainOSE. De bonnes affaires en perspective pour les investisseurs privés et les spéculateurs !

■ **4 juillet. *Alliance des juges et des femmes de ménages.*** Les femmes de ménage protestent contre leur licenciement dans les administrations publiques. Les juges soutiennent leur mouvement. Un campement de fortune, installé devant le ministère des Finances, est devenu l'épicentre de la contestation sociale. La justice grecque remet en question les coupes salariales imposées par les créanciers du pays.

■ **9 juillet. *La « troïka » vient vérifier les efforts et les comptes de la Grèce.*** La « troïka » s'intéresse, notamment, à la privatisation de la société nationale d'électricité (DEY) dont le gouvernement détient 51 % des actions. La vente doit concerner 30 % des actions. Autres vérifications : l'état des coupes salariales promises par la Grèce ; l'état des réformes de la sécurité sociale ; la collecte de l'impôt ; l'assouplissement du droit du travail en vue de faciliter les licenciements, etc. Cette « mini évaluation », selon la presse grecque, ne devrait pas concerner l'allègement de la dette publique, ni les nouvelles mesures d'austérité prévues pour 2015. Du résultat de cette inspection dépend le versement d'une tranche de prêts de 2 milliards d'euros d'ici le début août 2015.

Le gouvernement souhaite émettre, à partir du 10 juillet, des obligations à trois ans sur le marché financier pour 2,5 à 3 milliards d'euros. Si cette émission se réalise, cela prouverait que les marchés financiers font à nouveau confiance à la Grèce.

La prochaine mission d'inspection de la « troïka » est prévue pour septembre.

■ **6 septembre.** *Antonis Samaras, Premier ministre, présente son programme économique*²¹. Il prévoit une croissance de l'activité économique de + 0,6 % en 2014, après six années de récession (depuis le troisième trimestre 2008). La Commission européenne l'envisage à 2,9 % pour 2015, avec un chômage à 25,9 %. Le chômage affecte un jeune sur deux. Un emploi sur quatre a disparu depuis 2007.

La dette grecque, 320 milliards d'euros, 170 % du PIB, est sous contrôle. Le Premier ministre espère que les créanciers accepteront de l'alléger, du fait d'un budget dont l'excédent primaire (sans service de la dette) a été, en 2013, de 1,5 milliard d'euros.

L'allègement de la dette devrait permettre une réduction de la pression fiscale accrue par les politiques d'austérité, notamment du côté de l'impôt exceptionnel de solidarité créé pour la période 2011-2014.

Le Premier ministre souhaite diminuer de 30 % **la taxe sur le fioul**.

Il espère, « *autant que l'équilibre budgétaire le permette* », pouvoir rétablir à leur niveau de 2012 **les salaires des personnels en uniforme** (policiers, militaires, pompiers, etc.), rétablissement imposé à l'Etat par une décision de la justice.

Il espère aussi **sortir du plan d'aide** et de la pression de la « troïka » avant le premier janvier 2015.

Ce programme dépendra des décisions de la « troïka » lors de sa prochaine mission de contrôle en septembre.

■ **23 septembre.** *Le syndicat de la fonction publique, ADEDY, appelle à une grève de 24 heures*. L'objectif est la remise en question du nouveau système d'évaluation des fonctionnaires. Leurs effectifs sont passés de 942.625 agents au 31 décembre 2009 (nombre jugé pléthorique par la « troïka ») à 675.530 fin 2013 soit 267.095 de moins. Leurs salaires ont été réduits de 7 à 55 % selon les cas. Les primes, les treizième et quatorzième mois ont été supprimés. D'ici la fin de l'année, 15.000 postes supplémentaires devraient être supprimés selon les exigences de la « troïka ».

■ **2 décembre.** *La Grèce rejette les exigences de la « troïka »*. La « troïka » exige à nouveau une hausse de la fiscalité et des baisses de salaires. Les négociations portent notamment sur l'augmentation de la TVA des hôteliers de 6,5 à 13 %. Cette mesure suscite la colère des professionnels qui dénoncent un coup porté sur l'élément principal de la reprise économique. La suppression des possibilités de retraite anticipée et une hausse des taxes sur l'alcool et le tabac sont aussi envisagées.

Les créanciers estiment que la Grèce aura besoin de deux à trois milliards de revenus supplémentaires en 2015 pour atteindre son objectif d'un excédent budgétaire primaire de 3 % du PIB.

²¹ Adéa Guillot. « Le gouvernement grec veut baisser les impôts. » *Le Monde* (Paris), 8 sept. 2014.

Le gouvernement ne partage pas l'estimation des créanciers concernant les deux à trois milliards nécessaires pour atteindre son objectif de l'excédent budgétaire de 3 % du PIB.

■ **4 décembre.** *La zone euro pourrait prolonger de six mois l'aide à la Grèce.* La prolongation de ce programme d'aide de 240 milliards d'euros en vigueur depuis 2010 est jugée nécessaire car les bailleurs de fonds internationaux et le gouvernement grec ne sont pas arrivés à un compromis sur les conditions qui permettraient à la Grèce d'atteindre son objectif.

■ **8 décembre.** *Les espoirs de sortie de la tutelle de la « troïka » s'amenuisent.* La prolongation au-delà du 31 décembre du programme d'aide serait un échec cuisant pour le Premier ministre qui, depuis plusieurs mois déjà, promet aux Grecs le retour à l'autodétermination économique et budgétaire pour janvier 2015. Le Parlement grec a adopté le budget 2015 qui table sur une croissance de 2,9 % l'an prochain, avec un déficit public de 0,2 %. Or, ce budget ne bénéficie pas de l'aval de la « troïka » qui le trouve trop optimiste et réclame de nouvelles mesures d'austérité.

■ **8 décembre.** *Réunis à Bruxelles, les ministres européens des Finances accordent un délai de deux mois à la Grèce.* Le temps, pour Athènes de se mettre d'accord avec la « troïka ».

■ **9 décembre.** *Le Premier ministre, Antonis Samaras, avance la date de l'élection présidentielle prévue pour février 2015 au 29 décembre.* Il espère ainsi opérer un « rassemblement national ».

■ **29 décembre.** *Le Parlement annonce sa dissolution.* Il n'est pas arrivé à élire le président de la République, malgré trois tours de scrutin. L'ancien commissaire européen Stavros Dimas aurait dû recueillir 180 suffrages sur 300 députés ; il n'en a que 168 au dernier tour de scrutin. Des élections législatives sont prévues pour le 25 janvier 2015.

2015

■ **25 janvier.** *Le parti radical de gauche, Syriza, remporte les élections législatives.* Avec 36,3 % des voix, le parti d'Alexis Tsipras (40 ans), obtient 149 sièges sur 300 (majorité absolue : 151 sièges). Le Premier ministre, Antonis Samaras n'obtient que 27,8 % des voix.

Résultats : Syriza (Parti radical de gauche) obtient 149 sièges. Nouvelle démocratie (conservateurs) 76 sièges. Grecs indépendants (souverainistes) 13 sièges. Aube dorée (néo nazis) 17 sièges. To Potami, La Rivière (pro-européens, centre gauche) : 17 sièges. KKE (communistes) : 15 sièges. Pasok (socialistes) 13 sièges.

Répartition des voix : Syriza : 36,34 %. Nouvelle démocratie : 27,8 %. Aube dorée : 6,28 %. To Potami : 6,25 %. KKE : 5,47 %. Grecs indépendants : 4,75 %. Pasok : 4,68 %.

Abstentions : 36, 13 %.

► **Commentaire du chroniqueur.** La situation dont hérite Syriza est catastrophique. Le PIB a perdu 25 points en quatre ans ; 30 % de Grecs sont sous le seuil de pauvreté ; le chômage dépasse 27% ; 240.000 entreprises ont fermé depuis le début de la crise ; la dette, aggravée par l'austérité, est toujours de 320 milliards d'euros, 170% du PIB. ◀

■ **26 janvier. Le gouvernement de coalition d'Alexis Tsipras.** Le Premier ministre s'allie avec le leader des Grecs indépendants (souverainistes) Panos Kammenos pour former un gouvernement majoritaire (162 sièges). P. Kammenos (50 ans), est un homme de droite, anti-immigrés, homophobe, proche de l'Eglise orthodoxe mais anti-austérité, ce qui en 2012 l'avait rapproché d'Alexis Tsipras. Ancien des jeunesses communistes ; laïque, il refuse de prêter serment sur la *Bible*. Il a fait partie de la Nouvelle démocratie. Ministre de la Marine de 2006 à 2008, il avait négocié la concession du port du Pirée aux Chinois en 2008. Malgré cela, pour lui, « la Grèce n'est pas à vendre ».

► **Commentaire du chroniqueur.** Alexis Tsipras a promis de sortir de la politique d'austérité et de relancer l'activité économique. Il entend renouer avec la justice sociale, engager les réformes indispensables à la « reconstruction du pays », en finir, aussi, avec « l'humiliation nationale » imposée par la « troïka », et renégocier la dette. Agé de 40 ans, père de deux enfants, ingénieur polytechnicien de l'Université d'Athènes, ancien des jeunesses communistes, athée, Alexis Tsipras est aussi un pragmatique. Il « a les oreilles ouvertes en Grèce et en Europe. C'est quelqu'un qui sait écouter. Il évolue très vite » (Ilias Nikolakopoulos, politologue). ◀

Le nouveau gouvernement ne comprend qu'une dizaine de ministres, avec quatre pôles principaux : l'Economie, l'Intérieur, la Culture, la Santé.

Le ministère de la Défense revient à Panos Kammenos des Grecs indépendants ; les Affaires étrangères à Nikos Kotzias, universitaire, ancien conseiller du Premier ministre socialiste Giorgos Papandréou.

Le ministre des Finances, Yanis Varoufakis, professeur à l'Université d'Athènes et d'Austin (USA), est « un grand spécialiste des finances publiques, fin connaisseur des mécanismes de l'endettement, sur lesquels il a écrit un livre » (Gabriel Colletis, Université de Toulouse)²². Il a été conseiller économique du Premier ministre G. Papandréou. Il est chargé des négociations sur la dette et la politique d'austérité auprès de l'Institution européenne de Bruxelles.

²²Yanis Varoufakis ; James Galbraith ; Stuart Holland. *Modeste proposition pour résoudre la crise de la zone euro*. Paris, Ed. Les petits matins et Institut Veblen, 2014.

Le ministre de l'Economie, des Infrastructures, de la Marine marchande et du Tourisme est George Stathakis (62 ans), fils d'un armateur crétois, professeur d'économie à l'Université de Crète.

Le vice-Premier ministre qui supervisera Yanis Varoufakis est Yannis Dragasakis (68 ans), économiste. Il coordonnera le travail gouvernemental.

Le ministre de la Réforme administrative, George Katrougalos, professeur de droit constitutionnel, sera chargé de la réforme de l'administration, de la lutte contre le clientélisme et contre la fraude fiscale. Dans un entretien au quotidien *Le Monde*²³, il déclare, à propos des accords passés par le gouvernement conservateur précédent d'Antonis Samaras avec la « troïka » : « *Nous, nous ne reconnaissons ni le mémorandum, ni la « troïka », je suis donc libre de désigner seul les contours de la réforme que je crois nécessaire* » concernant les fonctionnaires. Le ministre entend : « *réembaucher 1.000 fonctionnaires victimes de licenciements injustes comme les cinq cents femmes de ménage du ministère de l'Economie ou les gardiens d'écoles qui ont été écartés simplement pour répondre à l'objectif de 15.000 licenciements d'ici à la fin 2014* ». Ceci étant dit, le ministre reconnaît que « *l'administration a toujours été le grand malade en Grèce* » et que les partis au pouvoir ont profité du clientélisme en ce domaine. Il ajoute : « *Cela s'achève aujourd'hui* ».

■ **26 janvier. Le programme du nouveau gouvernement.** Pour en finir avec l'austérité, le programme du nouveau gouvernement se chiffre à 12 milliards d'euros qui seront injectés dans l'économie. L'objectif est double : relancer l'économie par la consommation (la demande) ; rétablir la justice sociale. Plusieurs mesures sont prévues en ce sens :

L'augmentation du **salaire minimum**. Il passera de 580 euros (depuis 2012) à 750 euros, son niveau d'avant la crise (+ 29 %).

Le rétablissement des **conventions collectives** abolies sous la pression de la « troïka ».

L'amélioration des **petites retraites** de moins de 700 euros. Elles bénéficieront d'un treizième mois. L'âge est abaissé de 67 à 62 ans.

Le seuil de **revenu imposable** passera de 5.000 à 12.000 euros.

Les 10.000 **fonctionnaires licenciés injustement** seront réembauchés. La fonction publique actuelle comporte 600.000 postes.

Les **conseillers et collaborateurs des ministres** verront leurs dépenses réduites. Le ministre des Finances, Yanis Varoufakis, plaide pour « *une vie austère* » mais « *plus d'austérité pyramidale* » qui touche les plus faibles.

La **privatisation du port du Pirée** en faveur du groupe chinois Cosco qui avait racheté deux débarcadères cessera. Les conditions de gestion seront renégociées. Ne seront pas privatisés non plus la compagnie d'électricité DEI, le transport de l'électricité et la compagnie pétrolière

²³Entretien avec George Katrougalos. « La Grèce ne veut plus discuter avec 'une commission branlante de la troïka' ». *Le Monde* (Paris), 30 jan. 2015.

Elpe. Depuis 2011, les privatisations ont rapporté 3 milliards d'euros à la Grèce ; la « troïka » en espérait 50 milliards.

Le financement de ce programme de 12 milliards d'euros sera assuré « à hauteur de 6 milliards par les transferts de fonds européens et à hauteur de 3 milliards par des recettes issues de la lutte contre la fraude fiscale. Il reste 3 milliards à trouver, ce qui ne semble pas insurmontable », estime le ministre de l'Economie, George Stathakis. Les créanciers devraient verser la dernière tranche du programme d'aide, soit 7 milliards d'euros, avant l'été 2015.

Outre cette dépense de 12 milliards d'euros pour sortir de l'austérité et rétablir la justice sociale, la Grèce devra rembourser 22,5 milliards d'euros à ses créanciers européens en 2015, dont 4 milliards avant fin mars et 8 en juillet-août.

Autre point important du programme économique de Syriza : renégocier la dette de 23 milliards d'euros qui devrait être remboursée en 2015. « *Nous souhaitons abaisser le niveau du remboursement de notre dette publique de 4 % du PIB à 2 % pour les dix prochaines années. Nous paierons le FMI, mais voulons renégocier la partie de notre dette publique détenue par les Etats européens, la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité... L'Europe a intérêt à permettre à la Grèce de rester dans l'euro – ce que nous souhaitons – et à renouer avec la croissance sans l'étouffer sous la dette* » (G. Stathakis).

Dette publique grecque

- Total : 320 milliards d'euros, 180 % du PIB.
- 70 % de la dette sont détenus par des créanciers publics.
- 60 milliards d'euros sont détenus par la BCE ; 40 milliards par les banques nationales et les Etats de l'UE.
- 32 milliards d'euros sont détenus par le FMI.

Le premier plan d'aide de 110 milliards d'euros (7 mai 2010) avait été financé par des prêts bilatéraux : Berlin, 15 milliards ; Paris, 11 milliards ; Rome, 10 milliards ; Madrid, 7 milliards.

Le deuxième plan d'aide de 130 milliards d'euros (12 février 2012) est géré par les fonds de secours européens : le Fonds européen de stabilité financière (FESF), devenu le Mécanisme européen de stabilité (MES). Le MES a emprunté 142 milliards d'euros pour l'aide à la Grèce aux Etats membres de l'UE : 41 milliards à l'Allemagne ; 31 milliards à la France ; 28 milliards à l'Italie.

Les banques privées ne détiennent que 40 % de la dette grecque. C'est donc essentiellement avec la « troïka » (BCE, FMI, Commission européenne) que le gouvernement grec va devoir négocier un allègement de la dette. Au premier janvier 2015, le solde du plan d'aide à verser s'élevait à 7,2 milliards d'euros. En vue de cette négociation, le Premier ministre a déclaré : « *Nous n'entrerons pas dans un affrontement destructeur mais nous ne poursuivrons pas une politique de soumission... Le gouvernement est prêt à verser son sang pour rétablir la dignité*

des Grecs » (A. Tsipras). Tsipras veut inventer « la social-démocratie-radical ». En conséquence, il refuse de continuer la négociation avec les fonctionnaires de la « troïka ». Il discutera, d'une part, directement avec les Institutions européennes, BCE et Commission, et d'autre part, avec le FMI.

■ **26 janvier. La réponse de Bruxelles au plan de Syriza.** L'Eurogroupe composé des dix-neuf ministres des Finances des Etats membres de la zone euro, décide de « *travailler de façon constructive* [avec le nouveau gouvernement] *comme avec ses prédécesseurs* » (P. Moscovici, commissaire européen). Mais la renégociation doit repartir d'où elle s'était arrêtée avec le précédent gouvernement. Pas question de brûler les étapes. Il s'agit de clore « proprement » le deuxième plan d'aide de 2012 (130 milliards d'euros) ; d'exiger des Grecs la poursuite des réformes avant le versement du solde de la deuxième tranche d'aide de 7,2 milliards d'euros. « *La Grèce devra tenir les engagements pris par le pays avec ses créanciers* » (J.-C. Juncker, président de la Commission européenne).

■ **3 février. Propositions grecques.** La dette publique s'élève à 321 milliards d'euros, 175 % du PIB. Elle est détenue pour 70 % par la BCE, le FMI, l'Union européenne. Selon une proposition du ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, il ne s'agirait plus d'effacer une partie de cette dette mais de l'échanger contre des obligations qui allègeraient son poids.

Pour la dette issue des plans d'aide européens, le ministre propose de l'échanger contre des « obligations indexées sur la croissance » dont le rendement (les intérêts) dépendrait des performances de l'économie grecque.

En ce qui concerne la dette envers la BCE (plus de 25 milliards d'euros), il est proposé des « obligations perpétuelles ». Le capital ne serait plus remboursé mais les intérêts seraient versés sans limite de temps.

Ces propositions permettraient à la Grèce d'obtenir les 7,2 milliards d'euros que ses créanciers doivent lui verser fin février au titre du solde du plan d'aide, sans être obligée de rembourser 9 milliards d'euros au FMI en 2015 et 7 milliards à la BCE. Si les 7,2 milliards n'étaient pas versés, la Grèce pourrait soit se déclarer en défaut de paiement (intérêts et remboursements) en proclamant un moratoire de ses dettes, ce serait alors ce que les journalistes appellent « sa faillite », soit tenter de se financer sur les marchés financiers qui exigeraient des taux d'intérêt élevés.

■ **5 février. La Banque centrale européenne met la pression.** Son président, Mario Draghi, suspend le régime de faveur que la BCE accordait jusqu'ici aux banques grecques. La Grèce doit, soit accepter les négociations proposées par les Européens et l'austérité qui en découle, soit prendre le risque de défaut de paiement du service de sa dette ; le pays serait alors « en faillite » et devrait sortir de la zone euro.

► **Commentaire du chroniqueur.** Le gouvernement Tsipras, de gauche, pourrait, en réponse au choix que lui proposent Mario Draghi et la BCE, sortir de la zone euro, retrouver sa monnaie, la drachme, au taux de change de 1999 : 340,75 drachmes pour 1 euro. La Grèce rembourserait ses dettes en drachmes sur plusieurs années, à négocier avec ses créanciers (FMI, BCE, Union européenne). Elle pourrait alors, avec sa propre monnaie, alimenter la relance de son économie : agriculture ; petite industrie ; tourisme ; et surtout sa flotte commerciale, la première du monde. L'économie grecque sortirait à la fois de l'endettement et de la crise.

Cette occasion manquée va coûter cher à la Grèce en termes de niveau de vie de sa population. Ses créanciers vont vouloir punir un gouvernement de gauche qui détonne dans l'UE dominée par les conservateurs. ◀

■ **5 février. Les banques grecques proches de l'asphyxie.** La BCE n'acceptera plus de prendre les titres (bons du Trésor grec ; obligations bancaires garanties par l'Etat) que les banques grecques lui proposaient en échange de liquidités (prêts). Manquant de liquidités, les banques grecques risquent donc de se trouver en extrême difficulté.

► **Commentaire du chroniqueur.** Après la guerre, les Américains avaient imposé à leurs alliés une annulation ou un rééchelonnement de la dette de guerre de l'Allemagne, pour permettre la reconstruction du pays. L'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement grec ranime les débats entre les partisans d'un rééchelonnement de la dette et ceux qui demandent une annulation partielle. L'Allemagne demeure hostile à ces deux mesures. ◀

■ **8 février. Discours d'Alexis Tsipras devant le Parlement.** Pour Alexis Tsipras, la Grèce a l'obligation morale et historique de réclamer des indemnités de guerre à l'Allemagne : « *Je crois au compromis avec l'Europe, je ne peux pas croire que les responsables européens voudront de nouveau punir le peuple grec* ». « *Il faut respecter le vote grec et les règles européennes* » (M. Sapin, ministre français des Finances).

► **Commentaire du chroniqueur.** Respecter les règles européennes, c'est continuer à punir la Grèce. Respecter le vote grec, c'est alléger la dette. Le ministre français ne craint pas les contradictions ! Cela s'appelle « ménager la chèvre et le chou » ! ◀

■ **11 février. Echec de l'Eurogroupe.** Le premier rendez-vous entre le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, et les autres dix-huit ministres de l'Eurogroupe est un échec. Aucun accord n'est trouvé sur la question de la dette grecque.

■ **12 février. *Volte-face de la Banque centrale européenne.*** Les négociations sont dans l'impasse entre la Grèce et ses créanciers. La BCE décide d'accepter la demande de la Grèce et de relever à 65 milliards d'euros le plafond de ses aides d'urgence.

■ **16 février. *Désaccord avec l'Eurogroupe.*** Les propositions de l'Eurogroupe de prolonger le plan d'aide actuel sont qualifiées d'absurdes et inacceptables par la Grèce. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, se dit « *désolé pour le peuple grec de l'irresponsabilité de son gouvernement* ». Colère de la population à Athènes.

■ **18 février. *La BCE relève le plafond de ses prêts d'urgence.*** Le plafond de 65 milliards d'euros est porté à 68,3 milliards pour deux semaines.

■ **19 février. *Le président Giscard d'Estaing prône la sortie de la Grèce de la zone euro (Grexit).*** L'ancien président français se prononce pour une « *friendly exit* »²⁴ (une sortie amicale) : « *La Grèce ne peut régler ses problèmes aujourd'hui que si elle retrouve une monnaie dévaluable* ». Pour le Président, les exigences du maintien dans l'euro, notamment la « règle d'or » (3 % de déficit budgétaire ; 60 % d'endettement par rapport au PIB), sont insupportables pour la Grèce et la condamnent à une austérité et à une pauvreté croissante.

■ **21 février. *Accord entre la Grèce et l'Eurogroupe.*** A ce troisième Eurogroupe, Athènes obtient une extension de quatre mois de l'aide financière. Le gouvernement s'engage à mener à bien les mesures prévues par le précédent gouvernement Samaras. Les 7 milliards d'euros qui restent sur le programme d'aide lui seront versés mais l'équilibre des finances devra être préservé, même si quelques mesures sont assouplies après avoir été soumises à la « troïka » (dénommée désormais par Athènes : « *les Institutions* ») pour validation avant le 23 février.

L'Allemagne reste intransigeante et, à Bruxelles, on estime que la lettre de Yanis Varoufakis « *ne contient pas de propositions de solutions substantielles* ».

■ **23 février. *Le compromis avec Bruxelles critiqué en Grèce.*** L'opposition à Syriza accepte le compromis mais accuse Alexis Tsipras de volte-face et de renoncement. A l'intérieur de Syriza, la majorité applaudit mais une opposition se fait jour. « *Changer le nom de « troïka » en « Institutions », du « mémorandum » en « accord » et des « créanciers » en « partenaires », je demande au peuple de me pardonner pour avoir contribué à cette illusion* » (M. Glezos, doyen du parti de la gauche radicale, Syriza).

■ **24 février. *Réformes acceptées par Athènes et ses créanciers.*** Elles concernent l'évasion fiscale, les mesures humanitaires en faveur des plus touchés par l'austérité (10 % des foyers les plus modestes ont vu leurs revenus baisser de 86 % entre 2008 et 2012) ; la facilité d'accès pour

²⁴« Grèce : Giscard d'Estaing prône une 'friendly exit' de la zone euro. » *Le Monde* (Paris), 19 fév. 2015.

les pauvres à la nourriture, au logement, aux soins ; les programmes anticorruption dans l'administration. Ces mesures ne doivent pas affecter l'équilibre budgétaire.

■ **4 mars. *Le ministre des Finances, Yanis Varoufakis, veut une restructuration « intelligente » de la dette grecque.*** Athènes rembourse une tranche de 310 millions d'euros au FMI et accepte que les experts de la « troïka » (les « Institutions ») viennent vérifier, le 11 mars, l'état des finances grecques et l'avancement des projets de réforme du gouvernement. La réaction est défavorable à Athènes, Alexis Tsipras ayant répété que la « troïka » ne reviendrait pas en Grèce. Y. Varoufakis menace les créanciers d'un référendum sur la question.

■ **8-9 mars. *Week-end de négociation avec l'Eurogroupe.*** Après expertise, le transfert à l'Etat grec de 555 millions d'euros du Fonds grec de stabilisation est validé par le Mécanisme européen de stabilité (MES).

■ **11 mars. *Négociations avec les « Institutions » (la « troïka »).*** Le budget de l'Etat demeure légèrement excédentaire. La Grèce continue à émettre des bons du Trésor pour se financer à des taux d'intérêt de plus en plus élevés. Le gouvernement utilise les caisses de la sécurité sociale et des subventions destinées aux banques.

■ **12 mars. *La Grèce et l'OCDE signent un partenariat sur la mise en place des réformes.*** Le Premier ministre insiste pour que la dette de la Grèce soit restructurée, ce qui rendrait le pays solvable, ferait baisser le taux d'intérêt à dix ans et rendrait possible le financement par les marchés. L'OCDE apportera son expertise pour améliorer l'efficacité de l'administration grecque, pour renforcer le marché du travail, pour mettre fin aux monopoles ou oligopoles existant sur certains marchés.

■ **12 mars. *Alexis Tsipras à Paris.*** Le Premier ministre participe au rassemblement des dirigeants socialistes organisé par le président François Hollande. Il veut tisser des liens avec « toutes les forces progressistes européennes ».

■ **13 mars. *Berlin n'exclut pas une sortie désordonnée de la Grèce de la zone euro.*** « L'Europe est prête à aider la Grèce mais la Grèce doit se laisser aider. » (W. Schäuble, ministre allemand des Finances).

■ **16 mars. *La Grèce rembourse 560 millions d'euros au FMI.***

■ **19 mars. *Berlin refuse les réparations de guerre à Athènes.*** L'Allemagne refuse les réparations demandées par la Grèce au titre des destructions et crimes de guerre, ainsi que le

remboursement d'un prêt que la Banque de Grèce avait accordé au 3^e Reich pendant l'occupation du pays (1941-1944).

■ **20 mars. Aide de la Commission européenne.** Athènes demande que lui soit versée la dernière tranche de 7 milliards d'euros de l'aide accordée en 2010 (240 milliards). La Commission lui accorde 2 milliards d'euros de fonds européens. « *Cette somme n'a pas vocation à renforcer les caisses de l'Etat mais pourra servir à renforcer les efforts en faveur de la croissance et de la cohésion sociale* » (J.-C. Juncker, président de la Commission européenne).

■ **27 mars. Projets de réformes dans l'impasse.** Le gouvernement grec adresse aux « Institutions » (la « troïka ») un mémorandum de dix pages de propositions et trente-deux pages d'analyse chiffrée pour renflouer les caisses de l'Etat. Des millions de Grecs sont incapables de payer leurs impôts qui s'élèvent à 76 milliards d'euros soit 42 % du PIB. La privatisation du port du Pirée est envisagée. Mais les créanciers n'ont pas l'intention de débloquer les 7 milliards d'aide demandés par Athènes ; le plan de réforme grec ne les convainc pas. Quant au gouvernement grec, il n'accepte pas les réformes demandées concernant les retraites, les salaires, le droit du travail.

■ **1^{er} avril. Un accord possible.** Les Européens estiment possible un accord sur les propositions grecques mais des blocages persistent, notamment sur la question des retraites et du marché du travail.

■ **26 avril. L'Eurogroupe s'achève sans accord.** Depuis 2010, 260 milliards d'euros ont été prêtés à la Grèce. La France détient 11,4 milliards de prêts directs.

Le FMI déclare qu'on ne peut pas bâtir un programme sur la seule promesse d'une meilleure collecte des impôts et sur de nouvelles taxes visant les entreprises (bénéfice à 500.000 euros). Les créanciers veulent une nouvelle hausse de la TVA, une taxe indirecte sur les produits de consommation courante. Elle affecterait encore les plus pauvres, ce dont le gouvernement ne veut pas.

En 2009, lorsque la crise a explosé en Grèce, il existait trois taux de TVA : 4,5 % ; 9 % ; 19 %. En janvier et mai 2010, ces taux sont passés à 5 % ; 10 % ; 21 %. Les taxes indirectes sur l'essence, l'alcool, les cigarettes, ont augmenté de 10 %. Fin 2010, les taux étaient encore relevés à 6,55 % ; 13 % ; 23 %. Les taxes indirectes avaient augmenté à nouveau de 10 %. Fin avril 2015, des produits de première nécessité voient leur TVA passer de 6,5 % à 13 % (changement de tarif téléphonique, électricité, médicaments, etc.). Les créanciers veulent réduire la TVA à deux taux, 13 % et 23 %, et faire passer les produits alimentaires (lait, huile, pâtes, etc.) de 13 à 23 %. Le gouvernement le refuse pour l'électricité. Une hausse totale de 14 points frapperait avant tout les personnes les plus vulnérables.

Le tourisme voit son taux passer à 23 %. « *C'est l'attaque la plus folle qu'on puisse imaginer... C'est la condamnation à mort du tourisme grec* », déclare le président de la Confédération des entreprises touristiques.

■ **27 avril. Alexis Tsipras va soumettre le plan d'aide au référendum.** Il appelle à voter non. La crainte d'un Grexit, une sortie de la Grèce de l'euro, se précise.

■ **27 avril. Dominique Strauss-Kahn, ancien directeur du FMI, fait une proposition.** Il estime que le FMI a commis une erreur vis-à-vis de la Grèce. Le Fonds a considéré la situation grecque comme un problème classique de crise budgétaire et de balance des paiements, alors qu'il s'agit d'un problème propre à l'union monétaire imparfaite de la zone euro. D. Strauss-Kahn propose que la Grèce ne reçoive plus aucun financement de la part des créanciers mais qu'elle bénéficie d'une très large extension de la maturité de ses emprunts (prolongement des délais de remboursement) et d'une réduction nominale massive de sa dette vis-à-vis des créanciers publics (Union européenne, FMI, BCE).

■ **27 avril. Interview télévisée d'Alexis Tsipras.** Le Premier ministre propose un compromis. La moitié des recettes des futures privatisations serait affectée au remboursement de la dette, le reste financerait la sécurité sociale. La baisse du salaire minimum serait reportée en janvier 2016. Les retraites complémentaires les plus hautes seraient baissées. Le versement d'un treizième mois aux retraités les plus pauvres serait reporté.

■ **28 avril. Yanis Varoufakis écarté des négociations avec l'Europe.** La Grèce remanie l'équipe chargée de la négociation avec ses créanciers. Varoufakis est écarté. Pour la Commission de Bruxelles et pour le commissaire européen aux affaires économiques et financières, le Français Pierre Moscovici, ce changement est un bon signal.

■ **28 avril. Après l'échec de l'Eurogroupe.** Les ministres des Finances, sans Yanis Varoufakis, envisagent un plan B, au cas où la Grèce sortirait de l'euro. Ce plan comprend le contrôle des capitaux ; des liquidités d'urgence aux banques grecques ; des mesures à prendre pour éviter les effets collatéraux du Grexit en Bulgarie, Roumanie, à Chypre, et pour prévenir une nouvelle crise financière en Europe.

■ **29 avril. Télévision.** Le Parlement grec vote le rétablissement de la télévision publique.

■ **29 avril. La BCE relève le plafond de son financement d'urgence à la Grèce.** Il est relevé de 1,4 milliard d'euros.

■ **2 mai. Réparations de guerre.** Le président allemand, Joachim Gauck, se dit favorable à des réparations de guerre.

■ **12 mai. La Grèce rembourse 600 millions d'euros au FMI.** Pour ce remboursement, le Fonds d'urgence pour les besoins extraordinaires est mis à contribution.

■ **22 mai. Accord gazier avec les Russes.** 2 milliards d'euros sont débloqués par les Russes pour la prolongation d'un gazoduc russe en Grèce. Bruxelles s'inquiète.

■ **25 mai. Interview du ministre de l'Economie, George Stathakis.** Dans une interview au *Monde*²⁵, le ministre déclare que les négociations avec les créanciers sont en bonne voie. Il fait le point sur la situation de son pays et il en précise les besoins.

- La baisse de 25 % des salaires depuis 2009 n'a pas favorisé les exportations.
- L'ajustement budgétaire voulu par la « troïka » a été trop brutal et a engendré la récession de l'économie.
- Le pays doit rester dans la zone euro mais avec des programmes d'aide à la croissance.
- La dette doit être restructurée avec des remboursements indexés sur la croissance.
- L'économie grecque possède un fort potentiel de croissance avec le transport maritime (premier mondial, c'est un moteur puissant), le tourisme, etc. La hausse à venir des salaires soutiendrait la consommation.
- Il faudrait revoir le rôle de la BCE qui ne remplit pas sa mission de prêteur en dernier ressort et le cadre de la politique budgétaire qui n'est pas assez flexible. Enfin, la zone euro devrait adopter des politiques plus favorables à la croissance.
- Malgré de grandes différences de culture, de conception des politiques économiques, de systèmes de croissance entre le nord et le sud de la zone euro, l'union monétaire autour de l'euro reste possible. Les peuples européens doivent être convaincus qu'il est possible de bâtir ensemble l'Europe de la croissance et de la cohésion sociale.

■ **25 mai. L'Eurogroupe et le FMI s'entendent sur la Grèce.** Le FMI juge insoutenable la dette de la Grèce (180 % du PIB). Les pays de l'Eurogroupe, surtout l'Allemagne, sont réticents à la réduire. Après le premier plan d'aide de 110 milliards d'euros sur trois ans en 2010 (80 milliards des créanciers européens, 30 milliards du FMI) ; le deuxième plan de 110 milliards en 2011-2012 et l'annulation de la dette des créanciers privés (105 milliards d'euros) ; et le

²⁵ Marie Charrel. « Grèce : 'Notre économie présente un fort potentiel de croissance'. » *Le Monde* (Paris), 25 mai 2015.

troisième plan de 2015 de 86 milliards sur trois ans accordés par les Européens (MES), le FMI conditionne sa participation (de 32 milliards au total) à l'allègement de la dette grecque.

■ **29 mai.** *Christine Lagarde et la crise grecque inquiètent le G7.* A la réunion des ministres des Finances et banquiers centraux du G 7, à Dresde, la directrice générale du FMI jette un froid en déclarant que la sortie de la Grèce de l'euro est une possibilité et qu'elle ne signifierait pas nécessairement la fin de l'euro.

■ **14 juin.** « *Réformes contre argent frais* ». Des négociateurs grecs, après cinq mois de discussion, quittent une séance à Bruxelles sur un échec. La prochaine rencontre devrait se tenir le 18 juin dans le cadre de l'Eurogroupe. « *Nous allons attendre patiemment que les créanciers accèdent au réalisme* » (A. Tsipras). Les propositions sont les suivantes²⁶ :

²⁶ Cécile Ducourtieux ; Adéa Guillot. « Les points de blocage qui restent à lever. » *Le Monde* (Paris), 17 juin 2015, p. 5.

Propositions des créanciers	Propositions grecques
<p data-bbox="432 259 772 293">Budget et surplus primaire</p> <p data-bbox="201 293 472 327">3,5 % du PIB en 2015.</p> <p data-bbox="555 360 772 394">Déficit budgétaire</p> <p data-bbox="201 394 544 427">Estimé à 4 milliards d'euros.</p> <p data-bbox="201 427 504 461">Ecart 2 milliards d'euros.</p> <p data-bbox="708 730 772 763">TVA</p> <p data-bbox="201 763 772 864">2 taux : 11 % sur la nourriture, les médicaments, l'hôtellerie ; 23 % pour les restaurants, l'électricité.</p> <p data-bbox="201 864 772 931">Les créanciers attendent 1,8 milliard de plus avec la TVA à 2 taux, 1 % du PIB.</p> <p data-bbox="655 965 772 999">Retraites</p> <p data-bbox="201 999 772 1066">Réduction des dépenses de 1 % du PIB par an à partir de 2015, soit 1,8 milliard.</p> <p data-bbox="384 1301 772 1335">Réforme du marché du travail</p> <p data-bbox="201 1335 711 1368">Modernisation des conventions collectives.</p> <p data-bbox="201 1368 504 1402">Pas de baisses de salaires.</p> <p data-bbox="703 1469 772 1503">Dette</p> <p data-bbox="201 1503 772 1570">Négociation possible mais après l'engagement des réformes.</p> <p data-bbox="496 1637 772 1671">Contrôle des capitaux</p> <p data-bbox="201 1671 772 1738">Pour éviter les sorties massives de capitaux de Grèce et les faillites bancaires.</p>	<p data-bbox="799 293 1046 327">1 % du PIB en 2015.</p> <p data-bbox="799 327 1302 360">Accord le 15 avec les créanciers pour 1 %.</p> <p data-bbox="799 394 1254 427">1,995 milliards d'euros, 1,1 % du PIB.</p> <p data-bbox="799 427 951 461">Pas d'accord.</p> <p data-bbox="799 461 1410 528">Contribution des entreprises au bénéfice supérieur à 1 million d'euros de 12 % sur les bénéfices.</p> <p data-bbox="799 528 1410 595">Hausse de 26 à 29 % de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.</p> <p data-bbox="799 595 1410 696">Hausse de l'impôt de solidarité jusqu'à 220 millions en 2015 et jusqu'à 250 millions en 2016 pour un total de 1,999 milliards d'euros.</p> <p data-bbox="799 696 951 730">Pas d'accord</p> <p data-bbox="799 763 1410 864">3 taux : 6,13 %, 13 %, 23 % sauf pour l'électricité qui doit rester à 13 %. Les Grecs attendent 1,4 milliard de plus avec la TVA à 3 taux.</p> <p data-bbox="799 864 951 898">Pas d'accord.</p> <p data-bbox="799 1066 1318 1099">75 millions d'économies sur les préretraites.</p> <p data-bbox="799 1099 1410 1267">La réduction de 1 % du PIB suppose une réduction de 20 %. C'est impossible : « Nous ne pouvons infliger un nouveau choc de pauvreté à nos retraités » (G. Stathakis, ministre de la Sécurité sociale).</p> <p data-bbox="799 1267 951 1301">Pas d'accord.</p> <p data-bbox="799 1335 1410 1435">La Grèce accepte de rétablir le système des conventions collectives au niveau d'avant la crise (2007).</p> <p data-bbox="799 1435 999 1469">Accord possible.</p> <p data-bbox="799 1503 1410 1637">La Grèce demande le déblocage des 7,2 milliards qui soldent le 2e plan d'aide pour rembourser le FMI, 1,6 milliard le 30 juin, et la BCE, 3,5 milliards avant le 20 juillet.</p> <p data-bbox="799 1671 1015 1704">Refus de la Grèce.</p> <p data-bbox="799 1704 951 1738">Pas d'accord.</p>

■ **21 juin. Nouvelles propositions grecques sur les objectifs budgétaires.** La Grèce propose de taxer les plus hauts revenus (plus de 50.000 euros par an), une hausse des revenus fiscaux avec modification de la TVA, ainsi qu'un impôt de 8 % sur les entreprises dont le bénéfice dépasse 500.000 euros au lieu de 1 million proposé précédemment. Les dépenses militaires devront être réduites ; l'âge de la retraite sera de 67 ans, non plus de 65 ans (62 ans actuellement). Les départs en préretraite seront aménagés mais il n'y aura pas de suppression de prime aux futurs retraités (EKAS). Les cotisations patronales et salariales seront augmentées. Au total, le gouvernement grec propose 8 milliards d'économie entre 2015 et 2020. En contrepartie, la Grèce demande un aménagement de sa dette. Elle doit rembourser au FMI une tranche de 1,6 milliard d'euros avant le 30 juin. Le Fonds exige 11 milliards d'économie en 2015-2016.

Le Premier ministre grec va demander l'aval du Parlement sur ses nouvelles propositions.

Le président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, estime que « *c'est la première fois qu'on a une proposition vraiment cohérente* » sur les trois points de blocage des négociations : **les objectifs budgétaires** (surplus primaire, avant le service de la dette de 1 % du PIB en 2015 et de 2 % en 2016, au lieu des 3,5% demandés par les créanciers) ; **les retraites** (réduction demandée de 1% du PIB en 2016, soit 1,8 milliard d'euros) : le gouvernement grec consent à revoir la question des départs prématurés ; **la réforme fiscale**.

Les sorties de capitaux s'accélérent dans les banques grecques (4 à 5 milliards d'euros dans la semaine du 15 au 20 juin).

■ **25 juin. Dixième réunion de l'Eurogroupe.** L'actualité grecque s'impose à la réunion de l'Eurogroupe. Le FMI a refusé les propositions grecques, estimant que les économies du budget de l'Etat reposeraient plus sur les impôts que sur la réduction des dépenses. Les Grecs ont proposé 8 milliards d'euros d'économie en 2015-2016, le FMI en veut 11. Par contre, il est partisan de l'allègement de la dette.

Le président de la Commission européenne rappelle que 35 milliards sont prévus dans le Plan européen d'investissement pour la Grèce.

A Athènes, le secrétaire-général de Syriza, Tasos Koronakis, parle « *d'insupportable chantage* » de la part des créanciers, « *des tactiques d'étranglement encore jamais vues* », devant les exigences des créanciers. L'opinion se demande si elles n'ont pas pour objectif de faire tomber le gouvernement Tsipras, un gouvernement de gauche étant insupportable pour Bruxelles.

■ **29 juin. Le Premier ministre annonce un référendum pour le 5 juillet sur les propositions d'austérité des créanciers.** L'accord « réformes contre argent frais » a échoué entre le gouvernement grec, les créanciers et les gouvernements de la zone euro. L'annonce du référendum est un véritable coup de tonnerre à Bruxelles ! Le gouvernement grec appelle à voter « non » à ces propositions ; la droite et le Parti socialiste à voter « oui ». 9,8 millions de Grecs vont devoir se prononcer sur le plan de réformes proposé par les créanciers. « *La question*

qui sera posée au référendum dimanche prochain sera de savoir si nous acceptons ou rejetons la proposition des Institutions européennes », déclare Alexis Tsipras.

Bruxelles rappelle les concessions accordées à la Grèce par les créanciers et conseille de voter « oui ».

- La Commission européenne a ramené de 3,5 % à 1 % pour 2015 l'excédent primaire du budget grec. Elle a abandonné le taux de TVA de 23 % exigé sur la restauration et l'hôtellerie, et accepté un taux de 13 % et 6 % sur les médicaments, l'alimentation, la culture. La prime pour les petites retraites (EKAS) ne serait supprimée qu'en 2019. Le deuxième plan d'aide serait prolongé de cinq mois, jusqu'à fin novembre, avec 15,5 milliards d'aide sur la période. Enfin, 35 milliards d'investissement pour la croissance sont réservés à la Grèce sur les 300 annoncés par Jean-Claude Juncker. Par contre, la question du réaménagement de la dette reste entière.
- Le FMI, inflexible sur les retraites, accepterait une renégociation de la dette. Il exige le remboursement de 1,6 milliard d'euros avant le 30 juin.
- La BCE accepte de reverser à la Grèce les intérêts issus de son portefeuille d'obligations grecques. Elle maintient son programme de financement d'urgence des banques grecques (ELA).

■ **30 juin. La Grèce ne verse pas au FMI le 1,6 milliard d'euros prévu.** Ce qui n'a aucune conséquence immédiate, en attente du référendum du 5 juillet.

■ **30 juin. Fermeture des banques grecques jusqu'au 6 juillet.** La fermeture des banques, décidée par le gouvernement, ne sera pas totale. Un retrait en liquide de 60 euros par jour est autorisé par personne.

■ **5 juillet. Résultats du référendum : 61,31 % des électeurs refusent l'austérité.** A la question : « Faut-il accepter le plan d'accord soumis par la Commission européenne et le Fonds monétaire international lors de l'Eurogroupe du 25 juin », 61,31 % des Grecs répondent « non » ; 37,5 % s'abstiennent.

■ **6 juillet. Le ministre des Finances, Yanis Varoufakis, démissionne.** L'Eurogroupe souhaitait son départ. « *Minister no more, je ne suis plus ministre* », déclare-t-il. « *Une idée que le Premier ministre, Alexis Tsipras, a jugée potentiellement utile à l'obtention d'un accord. Pour cette raison, je quitte le ministère des Finances aujourd'hui* ».

■ **6 juillet. Alexis Tsipras poursuit les négociations.** Alors que la sortie de la Grèce de la zone euro, le Grexit, apparaissait comme une possible réponse du gouvernement au « non » à l'austérité sorti du référendum, Alexis Tsipras choisit de poursuivre les négociations avec les

créanciers. Yanis Varoufakis est remplacé au ministère des Finances par Euclide Tsakalotos (55 ans), marxiste discret, actuel chef des négociations à Bruxelles. George Stathakis demeure ministre de l'Economie, et Yanis Dragassakis, vice-président du gouvernement et père de la stratégie économique de Syriza, garde son poste.

■ **6 juillet. Déclaration commune en vue de la relance des négociations.** Alexis Tsipras réunit les chefs des partis politiques, les conservateurs de Nouvelle démocratie (ND), les socialistes du Pasok, les centristes de To Potami, les Grecs indépendants alliés à Syriza (ANEL), et les communistes du KKE. Le leader du parti néo-nazi Aube dorée ne participe pas à la réunion quoiqu'ayant appelé à voter « non ». Seuls les communistes refusent de signer une déclaration commune fixant au gouvernement trois objectifs pour une réouverture des négociations : renégocier la dette ; obtenir un troisième plan d'aide pour assurer le service de la dette ; et relancer l'activité économique.

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, intervient pour inciter les négociateurs, créanciers de la Grèce, à trouver un compromis « *qui permette à la Grèce de rester dans la zone euro* ». Les USA redoutent en effet, en cas de Grexit, une chute brutale de l'euro qui pénaliserait le dollar et les exportations américaines.

Les Européens sont inflexibles. Le « non » grec au référendum a provoqué un choc psychologique chez les créanciers qui ont durci leurs exigences vis-à-vis de la Grèce.

L'Allemagne est favorable à un Grexit qui pourrait être temporaire, selon le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble.

La majorité des membres de la zone euro estiment que la Grèce veut se soustraire aux règles de fonctionnement de la zone tout en bénéficiant de son aide financière. Ils ne veulent plus « payer pour la Grèce ».

En France, l'ancien président français Giscard d'Estaing propose de mettre la Grèce « *en congé de l'euro* ». Le président Hollande veut à la fois soutenir la Grèce et ne pas fâcher l'Allemagne.

Tous se rappellent que la dette grecque a déjà été restructurée le 8 mars 2012. Elle avait été ramenée de 175 % à 157 % du PIB. Les créanciers privés avaient accepté une décote de leur dette de 50 à 75 %.

■ **10 juillet. 80% des députés soutiennent Tsipras.** 261 députés sur 300 approuvent les démarches du Premier ministre auprès des créanciers. Ils lui donnent procuration pour relancer les négociations avec eux. « *Nous demandons ainsi au Premier ministre de négocier avant tout pour le maintien de la Grèce dans la zone euro* » (Stravos Theodorakis, leader du centre gauche To Potami). Les conservateurs de Nouvelle démocratie et les socialistes du Pasok sont de cet avis. Les communistes du KKE et l'extrême droite d'Aube dorée votent contre. 17 députés font défaut à Syriza : 2 sont contre la procuration ; 8 s'abstiennent ; 7 ne prennent pas part au vote dont l'ancien ministre des Finances Yanis Varoufakis. Quelques milliers de militants manifestent à Athènes pour que le « non » au référendum soit respecté.

■ **11-13 juillet. Protectorat européen sur la Grèce.** Après le vote au Parlement du 10 juillet, l'accord conclu entre la Grèce et ses créanciers (MES ; FMI ; BCE) après dix-sept heures de renégociations équivaut à une mise sous tutelle de la Grèce par la « troïka ». Cet accord devra être approuvé par le Parlement grec, le 15 juillet, pour faire ensuite l'objet d'un « protocole d'accord ». Les représentants de la « troïka » reviendront siéger à Athènes pour en surveiller l'exécution. Les conditions du troisième plan d'aide sont durcies, en dépit du « non » au référendum du 5 juillet. Elles sont draconiennes.

Mesures fiscales et budgétaires

- Impôts. Rationalisation du régime de TVA. Elargissement de l'assiette fiscale. Impôt sur les sociétés : 28 %. TVA : 6 % pour les médicaments, les livres et les places de spectacle. 13 % pour l'hôtellerie, la santé, la culture, l'alimentation. 23 % pour la restauration, les denrées non périssables, les taxis. Recettes attendues : 795 millions d'euros en 2015 ; 2,4 milliards en 2016.
- Dépenses. Application de la « règle d'or ». Réduction automatique des dépenses en cas de dérapage du budget par rapport aux excédents primaires (budget hors charge de la dette) : 1 % en 2015 ; 2 % en 2016 ; 3 % en 2017 ; 3,5 % en 2018. Indépendance juridique de l'Agence statistique grecque, Elstat. Mise en place d'une autorité fiscale indépendante et d'un mécanisme de réduction automatique des dépenses en cas de ratage des objectifs budgétaires. Réduction de 200 millions (2015) et 300 millions (2016) des dépenses militaires.

Réforme des retraites : « Améliorer la viabilité à long terme du système de retraites ».

- Réduction de 1 % du PIB en 2016.
- Passage de l'âge de la retraite à 67 ans, ou 62 ans après quarante ans de cotisations.
- Limitation des départs anticipés (préretraites) sous peine de sanctions financières pour les contrevenants.

Les mesures fiscales, budgétaires et la réforme des retraites devraient représenter 13 milliards d'économie dès 2016.

Modernisation et dépolitisation de l'administration

- Réduction du coût de fonctionnement de l'administration. Présentation à la « troïka » d'un programme spécifique la concernant d'ici le 20 juillet. Rappelons qu'en Grèce, l'administration représente 40 % des emplois salariés (25 % en France, 20 % dans les pays de l'OCDE). Les 10.000 fonctionnaires réembauchés par le gouvernement devront être à nouveau licenciés.
- Adoption, avant le 22 juillet, d'un « code de procédure civile » afin d'accélérer les procédures judiciaires et réduire les coûts dans ces domaines.

- Obligation pour la Grèce d'adopter la directive européenne sur le renflouement des banques (avril 2014).

Réformes structurelles

- Réforme des retraites (voir ci-dessus).
- Réforme du marché des produits (soldes ; ouverture des commerces le dimanche ; propreté des pharmacies et des boulangeries).
- Réexamen rigoureux et modernisation du marché du travail afin d'aligner les politiques de l'emploi sur des standards internationaux et européens (négociations collectives ; actions syndicales ; liberté de licenciements collectifs).
- Privatisations des services publics. Elles concernent la compagnie nationale d'électricité ; les aéroports ; les infrastructures et les banques. Elles devraient rapporter 50 milliards d'euros.
- Un « fonds de privatisation indépendant » de 50 milliards devra être installé à Athènes (les Allemands voulaient l'établir au Luxembourg). Les 50 milliards serviront pour 25 milliards à recapitaliser les banques (estimation des besoins entre 20 et 25 milliards) ; pour 12,5 milliards à l'allègement de la dette publique ; pour 12,5 milliards à un plan de relance de l'économie. Le Fonds sera sous la supervision des « Institutions » européennes, c'est-à-dire de la « troïka ».

Mise sous tutelle du gouvernement grec. « *Le gouvernement devra consulter les institutions créancières et convenir avec elles de tout projet législatif avant de le soumettre à la consultation publique ou au Parlement* ». D'autre part, toutes les mesures entraînant des dépenses prises par le gouvernement grec depuis janvier sont annulées.

► **Commentaire du chroniqueur.** Par le référendum du 5 juillet, les Grecs se sont prononcés contre l'austérité. Sous la pression de la « troïka », le gouvernement n'a pas été en mesure d'en tenir compte et de mettre en place son programme économique et social. Le politologue français Roland Cayrol estime que cela équivaut à un « *protectorat européen sur la Grèce* » qui perd ainsi toute souveraineté nationale : son gouvernement est toujours sous le contrôle de la « troïka » et son Parlement ne peut légiférer sans son avis. ◀

Contreparties financières

Si les mesures d'austérité prévues sont effectives, **un troisième plan de relance de 86 milliards d'euros sur trois ans sera débloqué.** 12 milliards de crédit relais seront accordés d'ici le 30 juillet et à la mi-août. Ce plan est supérieur aux 53,5 milliards proposés par les Grecs dans leur mémorandum adressé aux créanciers avant le sommet de la zone euro du 13 juillet.

Ces 86 milliards participeront au **financement du service de la dette**, soit 20 milliards en 2015 ; 7 en 2016 ; 9,5 en 2017 ; 4,5 en 2018 ; 13,5 en 2019 ; 5 en 2020 et 74,7 de 2020 à 2030, soit 7,47 milliards en moyenne chaque année.

Ces 86 milliards permettront aussi d'**approvisionner le secteur bancaire**. La BCE continuera d'alimenter les banques grecques par son Mécanisme spécial d'urgence (ELA) plafonné à 89 milliards d'euros. Actuellement, les réserves des banques sont estimées à 750 milliards d'euros. Les besoins de recapitalisation sont de l'ordre de 30 milliards. Les banques utilisent du cash pour 20 à 25 milliards d'euros par an.

Enfin, le solde pourrait servir à la **relance de l'économie**.

Les banques grecques devraient rouvrir prochainement. Mais le contrôle des capitaux sera maintenu.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a promis 35 milliards d'investissement à la Grèce lorsque son projet de 300 milliards sera effectif.

La restructuration de la dette (320 milliards d'euros). La dette continue de poser problème aux créanciers. « *On ne peut pas opérer de décote nominale sur la dette* », c'est-à-dire réduire son montant, déclare le président de l'Eurogroupe. Par contre, il envisage « *un allongement éventuel des périodes de grâce et des délais de remboursement* ». La BCE estime « indiscutable » un rallongement de la durée de remboursement de la dette. Le FMI déclare : « *La dette de la Grèce ne peut désormais être viable qu'avec des mesures d'allègement... qui vont beaucoup plus loin que ce que l'Europe a envisagé de faire jusque-là* ». Il s'est montré, durant les cinq mois de négociation, l'un des créanciers les plus irréductibles sur les remboursements de ses prêts et sur la question des retraites.

Actuellement, la dette de 320 milliards d'euros serait de 495 milliards sans l'aide déjà obtenue.

La BCE relève son plafond de prêt d'urgence aux banques grecques de 90 milliards d'euros à 400 milliards.

Prêts bilatéraux via le MES (en Mds d'euros). Allemagne 56,5 ; France 42,5 ; Italie 37,2 ; Espagne 24,7 ; Pays-Bas 11,9 ; Belgique 7,2 ; Autriche 5,8 ; Finlande 3,7 ; Slovaquie 1,5 ; Portugal 1,1.

► **Commentaire du chroniqueur.** Ces prêts sont réalisés par les banques des pays créanciers. Les citoyens ne sont pas sollicités directement, contrairement à ce que laissent penser trop souvent les médias. C'est le Mécanisme européen de stabilité (MES) qui utilise son capital (700 milliards d'euros) et emprunte sur les marchés financiers qui prêtent aux pays en difficulté ou à leurs banques. Ces prêts n'accroissent donc pas la dette publique des Etats membres de la zone euro, ni les déficits des Etats qui sont actionnaires du MES. Les Etats servent simplement de garantie au MES. ◀

■ **15 juillet. Le Parlement grec accepte les réformes avec 229 voix pour, 64 contre et 6 abstentions.** Dans la nuit du mercredi 15 au jeudi 16, le Parlement accepte les réformes proposées ainsi qu'un projet de loi contenant les actions jugées prioritaires par les créanciers : hausse de la TVA, réforme des retraites, privatisations, « règle d'or » budgétaire. Ce vote ouvre la voie à un accord final à négocier pour un troisième plan d'aide. Les partis d'opposition, Pasok, socialistes, et Nouvelle démocratie, conservateurs, votent pour le plan de réforme ; 39 députés de Syriza (32 non et 6 abstentions, 1 absent) votent contre sur 149 membres du parti ; 13 députés de l'ANEL, Grecs indépendants alliés à Syriza, votent pour (soit 162 voix sur 300, majorité 151 voix).

Dans la rue, les fonctionnaires manifestent contre le plan d'austérité avec les opposants, soit 12.000 personnes environ.

Cet accord préliminaire vaut à la Grèce un financement d'urgence de 7 milliards d'euros sur trois mois pour rembourser le FMI (2 milliards) et la BCE (3,5 milliards) fin juillet, autant fin août. La BCE a relevé le plafond de ses aides d'urgence aux banques grecques.

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, déclare : « *Je désapprouve l'accord sur de nombreux points mais c'était ça ou un départ désordonné* ».

► **Commentaire du chroniqueur.** La projection du FMI sur la dette grecque se présente ainsi : 2015, 320 milliards d'euros, 177 % du PIB ; 2018, 200 %, y compris le troisième plan d'aide de 86 milliards ; 2022, 170 %. En 2012 (deuxième plan d'aide de 130 milliards), les créanciers espéraient une dette de 110 % en 2022.

Il est évident pour le FMI que les plans d'aide ne suffisent pas à désendetter significativement la Grèce. Seule la reprise de l'activité serait efficace or, le troisième plan d'aide et d'austérité risque de l'empêcher, une fois de plus, malgré les investissements prévus. Depuis son entrée dans l'Union européenne, la Grèce a bénéficié de 200 milliards d'euros de « fonds structurels » qui lui ont permis de développer ses infrastructures. Mais la crise a compromis cette évolution positive. ◀

■ **15-18 juillet. Réactions au troisième plan d'aide²⁷.**

Pour Daniel Cohen, économiste français, directeur du département d'économie à l'Ecole normale supérieure, conseiller du Premier ministre grec G. Papandréou en 2012 avec la banque Lazard, membre du Conseil de surveillance du Monde : « *Il s'agit d'un accord totalement inédit dans le degré de mise sous tutelle d'un Etat, du jamais vu depuis la fin des empires coloniaux... Il s'agit quasiment d'un accord punitif, qui oublie les efforts déjà réalisés par le pays : la Grèce*

²⁷ Voir aussi Marie Charrel. « 'Délirant', 'irréaliste'... Des économistes jugent le plan d'aide grec. » *Le Monde* (Paris), 15 juil. 2015.

est passée de 15 % à 3 % de déficit budgétaire depuis 2009... Cet épisode laissera des cicatrices profondes, surtout si la Grèce s'enfoncé davantage dans la crise »²⁸.

Pour Donald Tusk, Polonais, président du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement : *« Parfois, il me semble que certains politiciens et quelques intellectuels en Europe sont prêts à remettre tout en question en Europe, les traités, mais aussi la façon traditionnelle de penser l'Europe, la conjoncture européenne et nos valeurs. A mon avis, l'atmosphère aujourd'hui est très similaire à 1968 en Europe. Je sens un état d'esprit peut-être pas révolutionnaire mais d'impatience »²⁹.*

Pour Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors : *« Beaucoup de difficultés actuelles tiennent à la spécificité de la Grèce, où l'on observe un déficit d'Etat couplé à un excès de nationalisme... Le premier tort de l'Europe est d'avoir méconnu les spécificités de l'Etat-nation grec.... Pour le peuple grec, c'est insupportable parce qu'il a l'impression d'être sous tutelle et doit mener des ajustements très douloureux. L'Europe y perd beaucoup : en Grèce, elle est synonyme de trop d'austérité, et dans des pays comme la Finlande ou l'Allemagne, de trop de solidarité »³⁰.*

Pour Jean-Marc Ferry, philosophe, Université de Nantes. *« C'est une crise financière, une crise de la zone euro, une crise de gouvernance de l'Europe mais surtout une crise philosophique du projet européen lui-même. L'Europe ne sait plus ce qu'elle veut et ne peut plus se contenter du fétichisme des équilibres financiers... L'instauration de règles rigides aveugles et communes sur des situations disparates conduit à la catastrophe. On ne résoudra rien tant que perdurera cette guerre de position, avec un Sud parlant de 'solidarité' et un Nord répliquant 'responsabilité'... Laisser jouer seulement la concurrence entre les pays et imposer une austérité de plus en plus pesante à ceux qui ne peuvent pas suivre est voué à l'échec. Cette concurrence tire toute l'Europe vers le bas, offrant une prime aux moins-disants sociaux, fiscaux, et environnementaux. Il faut donc faire tout l'inverse et instaurer un socle de minima sociaux sur des questions essentielles comme les revenus mais aussi l'éducation, la santé, la qualité de l'eau ou de l'air »³¹.*

Pour Nicolas Bloudanis, spécialiste de la Grèce moderne³² : *« L'origine du problème actuel remonte à 1981, lorsque la Grèce a intégré la Communauté européenne. Dès lors, le pays a reçu chaque année l'équivalent de 4 % de son PIB (170 milliards en 2015) en fonds structurels*

²⁸ Audrey Tonnelier. « Les passions politiques l'ont emporté sur la raison économique. » Entretien avec Daniel Cohen. *Le Monde* (Paris), 17 juil. 2015.

²⁹ Entretien de Donald Tusk cité par Sylvie Kaufmann. « Pourquoi tant de haine ? » *Le Monde* (Paris), 18 juil. 2015. Voir aussi Cécile Ducourtieux. « Donald Tusk : l'accord avec la Grèce 'a permis d'éviter le risque de chaos, d'une banqueroute' ». *Le Monde* (Paris), 18 juil. 2015.

³⁰ Cité par Camille Le Tallec. « La crise grecque, révélatrice des limites de l'Europe. » *La Croix* (Paris), 15 juil. 2015.

³¹ « Jean-Marc Ferry : l'Europe ne peut plus se contenter du fétichisme des équilibres financiers. » *La Croix* (Paris), 15 juil. 2015. (Dossier : crise grecque : et après ? L'Europe en débat).

³² Voir ses ouvrages : *Faillites grecques, une fatalité historique ? Comprendre la crise grecque à travers l'histoire politique et économique de la Grèce moderne*. Ed. Xerolas, 2010 ; et *Histoire de la Grèce moderne, 1828-2010*. Paris, L'Harmattan, 2013.

et aides communautaires diverses. Une formidable opportunité qui n'a pas été utilisée pour construire un système productif solide ». N. Bloudanis poursuit : « Depuis son indépendance, en 1830, et surtout depuis la chute des colonels en 1974, la Grèce n'a jamais constitué un Etat moderne, c'est-à-dire fonctionnant correctement. La fonction publique est en grande partie incompétente car son recrutement repose sur le clientélisme. Les avancements sont fondés sur l'ancienneté, jamais sur les qualités professionnelles... Le refus de l'impôt est un héritage de la domination du pays par l'Empire ottoman mais aussi des premiers gouvernements grecs après 1830. Dans les deux cas, l'Etat n'offrait rien au peuple en échange de l'impôt prélevé. Les dysfonctionnements d'une partie de la fonction publique contribuent également à la culture du pot-de-vin... De nombreuses professions 'protégées' ont également freiné des quatre fers comme les taxis, les pharmaciens ou encore les kiosquiers... La Grèce a fait faillite plusieurs fois depuis l'indépendance. En 1893, le Premier ministre s'est présenté devant les députés en déclarant : 'Malheureusement, nous sommes ruinés' ». Le pays, depuis 1830 « est tombé une demi-douzaine de fois en défaut de paiement. En 1893, les Etats créanciers : France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Russie, Autriche, ont placé la Grèce sous supervision d'une commission financière internationale »³³.

Dominique Strauss-Kahn, économiste, ancien directeur du FMI, dans une déclaration trilingue sur l'Europe³⁴, qualifie l'accord du 13 juillet de « *diktat* » dans « *une atmosphère mortifère* ». Il demande « *une vision intelligente et rénovée de la lecture de l'union monétaire et un projet politique* ».

► **Commentaire du chroniqueur.** Les fonds structurels ont été utilisés par les collectivités locales et les villes pour créer et moderniser leurs infrastructures. Partout en Grèce, on voit des panneaux portant l'inscription : « Réalisé avec l'aide de la Communauté européenne ». L'aide n'a pas été gaspillée mais plus orientée vers les infrastructures que vers la production, notamment industrielle. De plus, les jeux olympiques de 1986 et de 2004 ont fortement endetté le pays.

Dominée dès l'Antiquité par les Romains, la Grèce n'a cessé, depuis, de subir l'autoritarisme de ses partenaires. De l'Antiquité à nos jours, le monde n'a cessé d'être sous la domination politique, économique, financière, des « durs ». Les Grecs ont préféré le combat de l'Intelligence, ce qui les a conduits à l'origine et au cœur de notre Civilisation ! ◀

■ **16 juillet. Les propositions du ministre des Finances allemand.**³⁵ Malgré l'adoption des réformes par le Parlement grec, le 15 juillet, Wolfgang Schäuble maintient sa proposition d'une sortie temporaire de la Grèce, pour cinq ans, de la zone euro ; un Grexit amical, comme le

³³ Cité par Marie Charrel. « Le précédent de 1898. » *Le Monde – Eco&Entreprise* (Paris), 17 juil. 2015, p. 4, et « La Grèce a échoué à construire un Etat moderne. » *Le Monde – Eco&Entreprise* (Paris), 22 juil. 2015.

³⁴ Dominique Strauss-Kahn. *A mes amis allemands*. Texte publié en format PDF. 18 juil. 2015.

³⁵ Thomas Seymat. « Pour Wolfgang Schäuble, un 'Grexit' temporaire est toujours possible voire souhaitable. » *Le Monde* (Paris), 16 juil. 2015.

conseille également le président Giscard d'Estaing. Ce Grexit temporaire pourrait permettre à la Grèce de restructurer sa dette dans le cadre du Club de Paris qui, à l'origine, devait restructurer les dettes du tiers monde. W. Schäuble défend aussi la création au Luxembourg d'un fonds destiné à recevoir l'argent des privatisations imposées à la Grèce (50 milliards d'euros). Le Grexit temporaire sera refusé mais le fonds est prévu, non pas au Luxembourg mais à Athènes.

■ **17 juillet. Remaniement ministériel.** Les ministres hostiles aux trois plans d'aide quittent le gouvernement. La nouvelle équipe devra faire appliquer les réformes prévues. Panagiotis Lafazanis, chef de file des trente-neuf députés frondeurs, cède sa place de ministre du Redressement productif à Panagiotis Skourletis (ancien ministre du Travail). George Katrougalos (ancien ministre de la Réforme administrative) devient ministre du Travail. Ministre déléguée au ministère des Finances, Nadia Valavanis, qui a démissionné, est remplacée par Triphon Alexiadis qui sera en charge de la réforme fiscale. Le ministre des Finances, Euclide Tsakalotos, est inchangé (il avait remplacé Yanis Varoufakis) ; Dimitri Vitsas, ancien secrétaire général de Syriza, devient ministre de la Défense, il sera assisté par Pavlos Haikalis, du parti des Grecs indépendants (ANEL).

■ **18 juillet. Yanis Varoufakis viendra en France, à l'invitation d'Arnaud Montebourg.** Il a décidé de participer à la Fête de la rose organisée par l'ancien ministre français de l'Economie et du redressement productif, à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire). A. Montebourg confie au *Monde* « Cela va être un très grand Frangy, avec un homme qui a sa liberté, et qui pourra dire ce qu'il veut et dans un pays qui soutient la Grèce »³⁶. Il ajoute : « Yanis Varoufakis aura beaucoup à nous apporter. Il a l'expérience d'un responsable de gouvernement presque mis sous tutelle. Il nous donnera le témoignage d'un acteur de cette tragédie européenne qui s'est jouée jusqu'à présent à huis clos ».

■ **20 juillet. La Grèce rembourse le FMI et la BCE.** La Grèce a utilisé les 7,16 milliards d'euros avancés le 17 juillet, après le vote du Parlement, pour rembourser le FMI (2 milliards) et la BCE (4,2 milliards).

Les banques ont été réouvertes (retrait autorisé de 60 euros par personne et par jour) ; le contrôle des changes est maintenu. La Banque centrale européenne a relevé le plafond de son assistance d'urgence aux banques (Emergency Liquidity Assistance, ELA) de 89 milliards d'euros à 400 milliards pour leur éviter toute faillite.

La Grèce représente 2,3 % du PIB de l'union monétaire.

³⁶ Bastien Bonnefous ; Nicolas Chapuis. « Varoufakis, invité vedette de Montebourg à Frangy pour la rentrée politique. » *Le Monde* (Paris), 18 juil. 2015, p. 8.

► **Commentaire du chroniqueur.** Les grecs visaient **deux objectifs contradictoires**. D'une part, sortir de l'austérité. Le résultat du référendum du 5 juillet était clair : le refus de l'austérité avait réuni 61,31 % des suffrages. D'autre part, se maintenir dans la zone euro : 70 % des votants le voulaient, avec les contraintes que cela implique (la « règle d'or »), soit moins de 3 % de déficit budgétaire et moins de 60 % d'endettement budgétaire par rapport au PIB.

Pris dans cette contradiction, Alexis Tsipras a choisi de rester dans la ZE (80 % des députés l'ont demandé) et donc d'accepter le troisième plan d'aide avec l'austérité qui l'accompagne.

Mais un autre scénario était possible pour la Grèce. Forte du résultat du référendum, elle pouvait demander à sortir de la zone euro temporairement et amicalement, selon le « *friendly Grexit* » préconisé par le président Giscard d'Estaing (polytechnicien et inspecteur des finances), avec retour ultérieur possible. Elle revenait ainsi à la drachme. Malgré sa sortie de la zone euro, elle pouvait rester dans l'Union européenne. Une interprétation fine des traités le permet.

Le taux de change de départ de la drachme pouvait être fixé en référence à l'entrée de la Grèce dans la zone euro, soit 340,75 drachmes pour 1 euro. La Bourse aurait indiqué, dès le lendemain, si ce taux était trop favorable ou s'il fallait compter plus de 340,75 drachmes pour 1 euro.

Un moratoire des dettes était déclaré jusqu'à ce que l'activité économique en permette le remboursement (intérêt et capital) soit un minimum de dix ans. Les créanciers auraient dû patienter mais n'auraient rien perdu, d'autant plus que le FMI, la BCE et le MES n'ont aucun besoin de l'argent grec pour survivre !

Un contrôle des changes était établi pour éviter la fuite massive des capitaux.

L'économie pouvait être réactivée selon le plan du gouvernement Syriza, notamment en relevant les salaires, les minima sociaux, les retraites, etc., et en finançant les investissements productifs à base de consommations intermédiaires grecques.

Les marchés financiers pouvaient être invités à participer au redressement de l'économie dans l'agroalimentaire, l'industrie, le tourisme, les infrastructures. La Grèce a un fort potentiel de développement, ce qui intéresse nécessairement les investisseurs étrangers, en priorité chinois, russes et européens.

Ainsi, libérée des contraintes de Bruxelles, la Grèce avec ses drachmes (provenant d'un drachme antique vieux de 2000 ans !) pouvait reprendre sa marche en avant, stimulée après son entrée dans l'Union européenne mais bloquée par les politiques d'austérité imposées par la zone euro (moins 25 % de PIB) après 2007 et la crise.

La mise sous tutelle de la Grèce compromet, une fois de plus, son développement. Aristote, Platon, Socrate, Héraclite et les autres doivent s'en trouver mortifiés ! ◀

■ **24 juillet. Discussion à Athènes sur le troisième plan d'aide.** Les créanciers veulent contrôler directement, dans les ministères grecs, les informations fournies. Le gouvernement refuse. Le FMI veut une renégociation de la dette grecque. L'Allemagne refuse. Les Grecs voudraient un accord avant le 20 août. A cette date, la Grèce doit rembourser 3,5 milliards d'euros à la BCE ; en septembre, 1,5 milliard au FMI ; 1,4 milliard de bons du Trésor arrivent

à échéance ; le 20 décembre, elle doit rembourser à nouveau 1,5 milliard au FMI ; à la fin du mois 10 milliards au FMI et à la BCE sous forme de prêts bilatéraux ou de bons du Trésor.

Sous la présidence du président de la République, Prokopis Pavlopoulos, les chefs des partis grecs qui soutiennent Alexis Tsipras considèrent le nouvel accord avec les créanciers comme « une priorité nationale ».

► **Commentaire du chroniqueur.** Rappelons que depuis son indépendance en 1830, la Grèce a été en défaut de paiement pour le service de ses dettes plus d'une dizaine de fois et placée sous la surveillance de ses créanciers. La situation actuelle n'a donc rien de nouveau. La Grèce a survécu aux précédentes tutelles, elle compte bien sortir aussi de celle-ci. ◀

■ **26 juillet. Un plan Varoufakis pour sauver la Grèce.** Ce plan, révélé aujourd'hui par la presse, avait été présenté par le ministre des Finances avant qu'il quitte le gouvernement, le 6 juillet. Il s'agirait de mettre sur pied « un système bancaire parallèle » doté d'une nouvelle monnaie. « *Nous envisageons de créer clandestinement des comptes secrets reliés au numéro fiscal de chaque contribuable grec.* » Cette monnaie, libellée en euros, « *aurait pu à tout moment être convertie en une nouvelle drachme en cas de sortie de la ZE (Grexit)* ». Elle aurait servi aux achats et investissements à l'intérieur de la Grèce et à payer les impôts. Ce plan a été coordonné par l'économiste américain James Galbraith avec qui Yanis Varoufakis avait publié *Modeste proposition pour résoudre la crise de la ZE*³⁷.

A Bruxelles, le plan Varoufakis pour financer l'économie interne grecque et compléter les ressources des banques est mal accueilli. Le plan implique, selon Bruxelles, un piratage du logiciel de l'administration fiscale contrôlée par la « troïka ». Cette « théorie du complot » est considérée comme « fausse et infondée » (Mina Andreeva, porte-parole de la Commission européenne).

■ **29 juillet. Le président de la Commission des évêques de la Communauté européenne (Comece) soutient la Grèce.** Le cardinal allemand Reinhardt Marx, président de la Comece, archevêque de Munich et Freising, estime que l'accord du 13 juillet « *aurait dû intervenir plus tôt... Comme toujours, les plus faibles et les plus pauvres souffrent singulièrement... Je regrette que dans les discussions sur la sortie de la crise, il soit toujours question d'austérité. Il s'agit de l'avenir de la Grèce et des autres pays de l'Union européenne, il s'agit donc d'investissements et pas seulement d'économies... C'est seulement quand ses membres s'accordent que l'Europe peut contribuer à un monde meilleur... C'est notre devoir européen d'aider les Grecs* »³⁸.

³⁷ Yanis Varoufakis ; James Galbraith ; Stuart Holland. *Modeste proposition...*, op. cit.

³⁸ « Entretien avec le cardinal Reinhardt Marx. » Propos recueillis par Camille Le Tallec. *La Croix* (Paris), 30 juil. 2015, p. 8.

► **Commentaire du chroniqueur.** En Grèce, Eglise et Etat sont étroitement liés. Les salariés et les retraités du clergé sont payés par l'Etat, soit 600 à 1.200 euros par mois (200 millions d'euros en 2014). L'enseignement religieux est obligatoire à l'école. Les chefs de l'Eglise orthodoxe et de l'Etat président ensemble les cérémonies officielles. Les dirigeants politiques doivent prêter serment devant l'archevêque, ce qu'a refusé de faire Alexis Tsipras.

En 2013, l'étendue des terres de l'Eglise était estimée par une commission parlementaire à 170.000 hectares, sans compter le patrimoine de 500 monastères. Le portefeuille immobilier de l'Eglise compte plus de 1.400 propriétés foncières.

Sur le plan fiscal, l'Eglise paie, depuis 2010, 20 % sur ses revenus ; 0,5 % de taxe sur les donations et les legs ; mais pas d'impôt foncier sur les propriétés dédiées au culte, à l'éducation ou à l'aide sociale ; et pas de taxes municipales.

Parallèlement, l'Eglise fait un immense travail caritatif dans l'éducation, les relations sociales, l'aide aux pauvres, la distribution de dizaines de milliers de repas par jour³⁹. ◀

■ **30 juillet. *Le FMI demande un allègement de la dette grecque.*** Il met comme condition à sa participation au troisième plan d'aide un allègement de la dette par les Européens ainsi que la mise en œuvre de l'ensemble des réformes prévues par ce plan. « *Un volet de restructuration de dette est inévitable* », estime la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, pour que la Grèce ait une dette « soutenable » selon les critères exigés par le FMI pour consentir un prêt. L'Allemagne et ses amis refusent cet allègement.

■ **31 juillet. *Des négociations techniques difficiles entre les créanciers et la Grèce. La première difficulté tient à la question de la fiscalité.*** Les créanciers veulent que l'impôt de solidarité voulu par Athènes pour faire participer les riches au redressement fiscal soit réduit de 8 % à 6 % maximum pour les hauts revenus de plus de 500.000 euros ; cela pour ne pas encourager l'évasion fiscale. « *Notre objectif a toujours été et reste, dans le cadre qui nous est imposé, de pouvoir soulager les plus vulnérables. Et là, on voudrait de nouveau épargner les plus riches* » (la gauche, Syriza).

La deuxième difficulté tient à la question des retraites. Les créanciers exigent un changement de régime rapidement. Pour le gouvernement grec, cette question devrait venir en discussion en octobre. « *Nous avons donc rempli notre part du contrat [par les mesures prises par le Parlement, les 15 et 22 juillet, concernant les impôts] et, maintenant, on veut nous imposer de nouveaux préalables* » avant de signer l'accord global pour une aide de 86 milliards d'euros sur trois ans.

³⁹ Annick Cojean. « Des comptes bien peu orthodoxes. » *Le Monde* (Paris), 16 juil. 2015, p. 16.

La troisième difficulté tient à la question du droit du travail. Notamment à la réalisation de nouvelles conventions collectives prévues pour la fin de l'année (par exemple, assouplissement de la législation sur les licenciements collectifs).

Pour les créanciers, ces trois difficultés devraient être résolues avant le 20 août, date à laquelle la Grèce doit rembourser 3,2 milliards d'euros à la BCE. Le FMI, quant à lui, s'en tient à l'allègement de la dette de la Grèce comme condition à sa participation aux accords du 20 août⁴⁰.

■ **6 août. 124.000 réfugiés depuis janvier 2015.** La Grèce doit faire face à un flux ininterrompu et grossissant de réfugiés et migrants : 750 % de plus que durant la même période en 2014. La division européenne du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a demandé à la Grèce de « *désigner d'urgence une seule autorité pour coordonner les réponses exigées par cette situation et mettre en place un mécanisme d'assistance humanitaire* ». Le Premier ministre, Alexis Tsipras, a répondu : « *Ce problème nous dépasse. La Grèce est un pays qui subit une crise économique et fait face à une crise humanitaire dans la crise* ». Le Fonds européen pour les migrations a accordé à la Grèce un budget de 260 millions d'euros pour la période 2014-2020 ; le Fonds de sécurité interne a donné 166 millions d'euros supplémentaires. Le ministre grec de l'Immigration estime qu'il lui faudrait « *trois fois plus* »⁴¹.

■ **10 août. Le Parlement allemand approuve le troisième plan d'aide.** La part de l'Allemagne sera de 23,2 milliards d'euros sur 86 milliards.

■ **11 août. Accord sur le troisième plan d'aide.** Un accord au « niveau technique » a été trouvé entre la Grèce et ses créanciers sur le troisième plan d'aide de 86 milliards d'euros sur trois ans et sur le remboursement, le 20 août, du prêt de 3,5 milliards d'euros de la BCE. La Grèce devra connaître un « déficit primaire » de son budget (hors du service de sa dette) de 0,25 % de son PIB avec « excédent primaire » de 0,5 % du PIB en 2015 ; 1,75 % en 2017 ; 3,5 % en 2018. En outre, trente-cinq mesures devront être mises en œuvre immédiatement et suivies par d'autres, fin octobre. D'après le journal grec *Kathimerini*, celles-ci devraient concerner les privatisations et le fonds chargé de les gérer ; les avantages concédés aux agriculteurs ; la baisse des prix des médicaments génériques ; la réforme de la protection sociale et des retraites ; la libéralisation des marchés de l'énergie et du gaz dès 2018 ; la TVA à appliquer aux îles grecques, etc.

Une première tranche d'aide pourrait être débloquée pour le 20 août, de 25 milliards d'euros dont 10 milliards pour la recapitalisation des banques dont le besoin est estimé entre 10 et 25 milliards. Depuis 2009, les banques ont été recapitalisées pour 56 milliards d'euros (Fonds

⁴⁰ Adéa Guillot. « Retraites et fiscalité divisent la Grèce et ses créanciers. » *Le Monde – Eco&Entreprise* (Paris), 2-3 août 2015, p. 13.

⁴¹ Adéa Guillot. « La Grèce dépassée par un afflux de réfugiés. » *Le Monde* (Paris), 9-10 août 2015, pp. 2-3.

hellénique de stabilité financière). Les quatre principales banques sont la Banque nationale de Grèce ; la Banque du Pirée ; Eurobank et Alpha Bank. La fuite des dépôts est estimée à 100 milliards de dollars (90 milliards d'euros) depuis 2010. 45 % des prêts douteux aux entreprises et aux ménages risquent de ne pas être remboursés.

► **Commentaire du chroniqueur.** Ce troisième plan renforce toutes les mesures d'austérité mises en œuvre par les deux plans précédents. La mise sous tutelle de la Grèce est totale et son économie étranglée pour longtemps. ◀

■ **13-14 août. *Le Parlement grec accepte le troisième plan d'aide.*** 222 députés sur 300 votent le protocole d'accord *Memorandum of understanding* (MOU, mémorandum d'austérité !) ; 64 votent contre dont 30 députés de Syriza ; 11 s'abstiennent ; 3 sont absents. L'ancien ministre des Finances, Yanis Varoufakis, vote contre. Le Premier ministre, Alexis Tsipras, perd sa majorité. Le plan est adopté grâce à l'opposition à Syriza : la Nouvelle démocratie (conservateurs) ; le Pasok (socialistes) ; To Potami (centre gauche).

■ **14 août. *L'Eurogroupe valide le plan d'aide.*** Les ministres des Finances de la zone euro (Eurogroupe) acceptent le troisième plan d'aide à la Grèce.

■ **20 août. *Alexis Tsipras démissionne.*** A 20 heures 30, il annonce sa démission et de nouvelles élections. Après la perte de sa majorité parlementaire (119 députés sur 300), le Premier ministre va tenter de la reconquérir par de nouvelles élections, probablement le 20 septembre. Il déclare : « *Le mandat que j'ai reçu le 25 janvier a atteint ses limites... C'est au peuple de décider si l'accord est valable pour sortir un jour des plans de rigueur et de savoir qui peut mener les réformes nécessaires* ».

■ **21 août. *Un nouveau parti : l'Unité populaire.*** Après l'annonce de la démission du Premier ministre, 25 députés sur 149 de la gauche de Syriza quittent le parti pour en fonder un nouveau : l'Unité populaire. Ce nouveau parti entend « lutter contre l'austérité ». Son leader est Panagiotis Lafazanis, 63 ans, ancien communiste, mathématicien, ancien ministre de l'Energie d'Alexis Tsipras, opposé au troisième plan d'aide. Les 25 frondeurs quittent Syriza « *pour rester fidèles à leurs déclarations électorales de janvier 2015* ». Leur programme : annulation des conditions des trois plans d'aide ; réduction de la dette ; nationalisation des banques.

■ **29 août. *Un nouveau ministre des Finances qui plaie à Bruxelles.*** Après Yanis Varoufakis et Euclide Tsakalotos, George Chouliarakis est nommé au ministère des Finances. C'est lui qui a mené les négociations grecques avec la « troïka » des créanciers (BCE, FMI, Commission européenne), négociations qui ont abouti à l'accord d'août 2015 sur le troisième

plan d'aide. Pour Bruxelles, c'est une bonne nouvelle : le nouveau ministre plaît par sa discrétion, sa compétence et son pragmatisme. Il est pro-européen.

■ **10 septembre. *L'île de Lesbos envahie par les réfugiés.*** L'île qui compte 30.000 habitants reçoit 20.000 réfugiés.

■ **12 septembre. *L'Eurogroupe inquiet.*** Le problème des migrants domine la réunion.

■ **18 septembre. *Critique des Prix Nobel d'économie.*** Paul Krugman et Joseph Stiglitz critiquent le bien-fondé de la politique d'austérité imposée à Athènes. La Commission européenne réplique en invoquant le pragmatisme des décisions prises par les créanciers.

■ **20 septembre. *Elections législatives anticipées.*** Syriza, avec Alexis Tsipras, remporte les élections avec 35,46 % des voix et 145 sièges sur 300. La droite, avec la Nouvelle démocratie, obtient 28,10 % des voix et 75 sièges ; l'Aube dorée, extrême droite, 6,99 % des voix et 18 sièges. Les autres partis se partagent le reste des sièges soit 62.

■ **17 octobre. *Le Parlement adopte quarante-neuf mesures.*** Après les élections, le nouveau gouvernement Tsipras fait adopter quarante-neuf mesures par le Parlement, dont la hausse de l'impôt sur les bénéfices qui passe de 26 à 29 % ; la hausse de la taxe de luxe qui passe de 5 à 13 % ; une contribution exceptionnelle des revenus de plus de 500.000 euros ; l'extension de la TVA à tous les biens et services ; le report de l'âge de la retraite, d'ici à 2022, de 65 à 67 ans ; l'augmentation des cotisations de l'assurance-maladie pour les retraités et une cotisation supplémentaire de 6 % sur les retraites complémentaires.

■ **19 novembre. *Nouvelles mesures.*** De nouvelles taxes sont instaurées, notamment sur le vin. Les protections accordées jusqu'ici aux propriétaires qui ne parviennent plus à rembourser leurs emprunts sont, en partie, supprimées.

■ **3 décembre. *Grève générale.*** Cette grève est peu suivie. Les Grecs semblent s'être résignés à l'austérité.

■ **15 décembre. *Les réformes promises continuent.*** Parmi elles, la privatisation de 49 % de la compagnie d'électricité ADMIE ; l'unification de la grille salariale de la fonction publique ; la possibilité, pour les gouvernements étrangers, de racheter une partie des créances douteuses des banques grecques ; la privatisation de quatorze aéroports par l'Allemand Fraport ; le rachat

de 67 % du Pirée par le groupe chinois Cosco. La préparation de la grande réforme des retraites prévue pour janvier 2016 se poursuit.

L'objectif fixé par les créanciers reste inchangé : dégager un excédent primaire de 3,5 % du PIB grec en 2016.

Le Premier ministre, Alexis Tsipras, estime la contribution du FMI au plan de sauvetage de la Grèce « non nécessaire ». L'accord du 13 juillet 2015 à Bruxelles, entre la Grèce et ses créanciers, prévoyait une aide totale de 86 milliards d'euros sur trois ans, dont 25 milliards pour la recapitalisation du système bancaire qui n'a finalement eu besoin que de 5,7 milliards d'euros.

■ **15 décembre. Quelques éclaircies.** La Grèce termine l'année 2015 entre réformes, récession et éclaircies. Le chômage a baissé de 26,1 % en décembre 2014 à 24,6 % en 2015.

2016

■ **4 janvier. Projet de réforme des retraites.** La réforme des retraites conditionne la poursuite des prêts à la Grèce et l'ouverture d'une négociation sur la dette publique avec ses créanciers. Ceux-ci exigent « *de reconduire annuellement nos dépenses liées aux retraites à hauteur de 1 % du PIB soit 1,7 milliard d'euros* » (G. Katrougalos, ministre du Travail). Les 2,6 millions de retraités grecs reçoivent environ 30 milliards d'euros par an.

La réforme prévoit le passage de la retraite de 65 à 67 ans. La retraite se composera de trois parties : d'abord, une pension nationale de 384 euros pour les retraités de plus de 67 ans (15 ans de cotisations) ; ensuite, une pension principale dont le taux sera fixé entre 55 et 65 % du salaire moyen contre 70 % auparavant ; enfin, des retraites complémentaires, nombreuses, qui seront revues à la baisse. Le projet envisage d'augmenter les cotisations employeurs de 1 % et celles des employés de 0,55 %. Le plafond des retraites se situe entre 2.300 et 3.000 euros par an. La baisse moyenne serait de 15 %. La fusion des six caisses de retraite et des neuf cent trente régimes existants est prévue.

Le ministre du Travail propose, en contrepartie, un taux de 0,1 % sur les transactions bancaires de plus de 1.000 euros. « *Les retraites ont déjà connu 11 baisses depuis 2010. Dorénavant, chacun, employé, travailleur indépendant, agriculteur, devrait cotiser à hauteur de 20 % de son revenu. Les préretraites seront supprimées* » (G. Katrougalos).

Ce projet doit être approuvé par les créanciers avant la mise en œuvre du plan de 86 milliards d'euros sur trois ans d'août 2015.

■ **4 janvier. Lutte contre la fraude fiscale.** La fraude fiscale est estimée entre 15 et 20 milliards d'euros par an. La fraude à la TVA serait de 7 à 9 milliards (Eurostat). Les deux tiers des Grecs paient leur impôt à la source. La fraude vient donc des entreprises (il y a en Grèce 35 % d'auto-entrepreneurs et de petites et moyennes entreprises contre 16 % en moyenne dans les

pays de l'OCDE). L'objectif est d'améliorer les contrôles qui ne disposent, actuellement, que de 3.000 inspecteurs.

■ **12 janvier. *La Chine rachète 67 % du port du Pirée.*** La cession a été imposée par les créanciers. Le port de Thessalonique est, lui aussi, en vente.

■ **18 janvier. *Contrôle du plan d'aide grec.*** Ce contrôle était prévu dans le troisième plan d'aide d'août 2015 (86 milliards d'euros dont 20 milliards ont déjà été versés). Il décidera du déblocage des prêts. De lui dépendra aussi un éventuel allègement de la dette (200 % du PIB).

■ **25 janvier. *La Grèce exclue de l'espace Schengen ?*** Face au flux des migrants, le ministre de l'Intérieur de l'Union européenne demande l'exclusion pour deux ans de la Grèce de l'espace Schengen. Le but est de permettre aux autres Etats de l'Union de contrôler leurs frontières, ce que la Grèce n'arrive pas à faire. Mais cette exclusion suppose une validation politique dans l'UE, ce qui n'est pas acquis ! Par la mer Egée et la frontière perméable de la Turquie, sont arrivés 856.000 migrants en 2015 ; 44.000 en janvier 2016 (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, HCR). Si les autres pays de l'UE ferment leurs frontières, la Grèce deviendra un « piège à migrants ».

■ **27 janvier. *Des frontières mal contrôlées.*** Plus de 2.000 personnes arrivent chaque jour en Grèce dont 46 % de Syriens ; 26 % d'Afghans ; 17 % d'Irakiens. 418 personnes ont péri en mer. Au total, 35.000 réfugiés sont bloqués en Grèce dont 10.000 à Athènes. Le pays manque de moyens pour faire face à cette immigration sauvage.

■ **6 février. *Le FMI hésite.*** Les Etats membres du FMI semblent partagés sur le cas grec. La majorité exige toujours d'alléger la dette grecque pour la rendre soutenable. Quelques-uns estiment, au contraire, que les efforts réalisés par la Grèce devraient permettre le maintien de l'aide du FMI.

■ **20 février. *Un accord en vue entre la Grèce et ses créanciers.*** « Nous sommes sur la voie d'un accord exigeant pour que les Grecs voient enfin le bout du tunnel » (P. Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et financières). Les Grecs acceptent de nouvelles mesures d'austérité pour obtenir une nouvelle tranche de prêt dans le cadre du troisième plan d'aide d'août 2015. Athènes a besoin de 7 milliards d'euros d'ici à l'été pour honorer le service de sa dette, notamment vis-à-vis de la BCE. La Grèce a accepté de réformer pour la dixième fois son régime de retraites ; de réviser son droit du travail ; et d'améliorer sa fiscalité. Le but des Européens est de préserver l'aide du FMI.

■ **5 mars. *300 millions d'euros pour les réfugiés.*** La Commission européenne annonce, pour 2016, une aide de 300 millions d'euros à la Grèce pour les migrants. Elle prévoit un fonds d'urgence de 700 millions pour faire face à l'immigration en Europe.

■ **6-7 mars. Accord Allemagne–Turquie sur les réfugiés syriens.** Dans la nuit, la chancelière Angela Merkel et le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, passent un accord sur le renvoi des réfugiés syriens (46 % des migrants) arrivés en Grèce par la Turquie. En échange, les Turcs pourraient entrer dans l’Union européenne sans visas et les négociations sur l’entrée de la Turquie dans l’Union pourraient reprendre. Le plan de « un pour un » : un réfugié syrien admis dans l’UE pour un demandeur d’asile syrien renvoyé en Turquie, devra être entériné par l’UE. Et 3 milliards d’euros s’ajouteront aux 3 milliards promis en novembre 2015 à la Turquie.

■ **7 mars. Nouveau plan migrations européen.** Après l’accord entre l’Allemagne et la Turquie, dans la nuit du 6 au 7 août, les chefs d’Etat et de gouvernement de l’Union européenne réunis à Bruxelles en étudient les conséquences et décident de mesures complémentaires. Ils envisagent de fermer la route des Balkans aux demandeurs d’asile ; de demander à la Turquie de retenir les migrants à destination de la Grèce ; de rétablir l’espace Schengen. Il s’agit de réduire les arrivées massives de migrants en Grèce (15.000 à 20.000 par semaine). Sur les 2.000 réfugiés qui arrivent chaque jour sur les îles de la mer Egée, 40 % seront refoulés du fait de leur nationalité.

■ **12 mars. Alexis Tsipras à Paris.** Le Premier ministre grec participe au rassemblement des dirigeants socialistes organisé par le président François Hollande. Il veut tisser des liens avec « toutes les forces progressistes européennes ».

■ **8 mai. Le Parlement vote la réforme contestée des retraites et de l’impôt sur le revenu.** Les créanciers (FMI ; MES ; BCE) avaient exigé en été 2015, dans le protocole d’accord *Memorandum of Understanding* (MOU) que la Grèce économise l’équivalent de 1,8 milliard d’euros jusqu’en 2018, afin de remettre les caisses de retraites à l’équilibre. Exigence rappelée le 11 avril 2016. Le MOU était une condition pour débloquer 5 à 6 milliards d’euros du troisième plan d’aide de 86 milliards d’euros d’août 2015, afin de régler le service de la dette en juillet 2016.

La loi votée par le Parlement répond à cette exigence⁴². **Elle concerne 2,5 millions de retraités.** Elle établit un plafonnement des retraites de base et complémentaires de 3.072 euros mensuels au maximum. Elle instaure une pension nationale de 384 euros après vingt ans de cotisations ; une baisse des retraites complémentaires au-delà de 1.300 euros de pensions cumulées ; une hausse de 0,5 % des cotisations patronales sur les trois prochaines années (le FMI refuse cette mesure !). Un organisme unifié d’assurances sociales (EFK) égalisera les cotisations de tous les régimes. Tout le monde va devoir cotiser à hauteur de 20 % de son revenu.

⁴² Edouard Pflimlin. « Grèce : adoption de la réforme des retraites. » *Le Monde* (Paris), 8 mai 2016.

Le Parlement approuve aussi l'augmentation des taxes et de l'imposition pour les moyens et hauts revenus.

Ces mesures obtiendront l'approbation de l'Eurogroupe réuni le 9 mai. Elles devraient contribuer à dégager un excédent primaire du budget de 3,5 % en 2018.

Mais le gouvernement grec refuse de réaliser, en plus de ces réformes, les 3,6 milliards d'économies budgétaires supplémentaires réclamés par le FMI d'ici 2018. Il entend s'en tenir aux 5,4 milliards d'euros d'économies prévues en été 2015. Il espère obtenir les 5 à 6 milliards de prêts sur les 86 milliards du troisième plan d'aide avant juillet pour rembourser le FMI et l'UE.

► **Commentaire du chroniqueur.** Depuis 2010, la Grèce a subi dix réformes des retraites. En 2015, elles représentaient 17 % du PIB. En 2016, 16 % (PIB : 237,5 milliards d'euros en 2009 ; 176 milliards en 2015). Le gouvernement espère tenir le 16 % jusqu'en 2060 ! A titre d'exemple, depuis le premier plan d'austérité en 2010, une retraite de 2.800 euros par mois a été ramenée à 1.400 euros. La retraite moyenne a baissé de 40 %. Elle est, en 2016, de 833 euros.

Etant donné le chômage, 24 % de la population active, la moitié des ménages compte sur la retraite des parents pour survivre. ◀

■ **9 mai. Grève générale de 24 heures.** Après le vote favorable du Parlement, les syndicats appellent à une grève générale contre la réforme des retraites et des impôts sur le revenu ; la fusion des caisses d'assurance ; l'augmentation des cotisations sociales, etc.

■ **25 mai. Eurogroupe et FMI s'entendent sur la Grèce.** Le FMI juge insoutenable la dette de la Grèce (180% du PIB). L'Eurogroupe, et surtout l'Allemagne, sont réticents à la réduire. Un compromis est trouvé à Bruxelles. Après le premier plan d'aide de 110 milliards d'euros sur trois ans en 2010 (80 milliards par les Européens ; 30 milliards par le FMI) ; le deuxième plan d'aide de 110 milliards en 2011-2012 et l'annulation de la dette des créanciers privés (105 milliards d'euros) ; et le troisième plan d'aide, en 2015, de 86 milliards d'euros sur trois ans accordé par les Européens (Mécanisme européen de stabilité, MES), le FMI conditionne sa participation (32 milliards d'euros au total) à l'allègement de la dette.

Le compromis réalisé permet le déboursement du troisième prêt de 7,5 milliards d'euros à la Grèce qui doit régler une échéance du service de sa dette de 3 milliards d'euros à la BCE, en juillet. Au début de l'automne, la Grèce devrait recevoir un supplément de 2,8 milliards d'euros, si la privatisation de certains actifs publics continue, si le secteur de l'énergie se réforme et si la gouvernance des banques s'améliore. Ces deux versements de 10,3 milliards d'euros au total relancent le troisième plan d'aide de 86 milliards d'août 2015 (20 milliards ont déjà été versés à l'automne 2015).

Le compromis porte aussi sur l'allègement de la dette exigé par le FMI jusqu'à fin 2018, afin de maintenir les besoins bruts de financement de la Grèce en-dessous des 15% du PIB à moyen terme. Le compromis porte sur une plus longue durée d'amortissement, des périodes sans paiement de remboursement, etc.

■ **15 juin. L'Eurogroupe débloque 8,5 milliards d'euros.** Et il espère pouvoir alléger la dette grecque après les élections allemandes de septembre 2017. Le FMI annonce qu'il participera au troisième plan d'aide pour 2 milliards d'euros, qui ne seront versés que si la dette est jugée soutenable après l'allègement envisagé par les créanciers européens. Christine Lagarde, directrice générale du FMI, déclare : « *Personne ne prétend qu'il s'agit de la meilleure solution, mais c'est la deuxième meilleure solution, en tout cas, elle n'est pas mauvaise* ».

La situation économique et sociale de la Grèce est de plus en plus douloureuse. Depuis 2010, le taux de croissance de l'activité économique est négatif (2010 - 5,5% ; depuis 2014, 0 %). Le taux de chômage est passé de 12,7 % en 2010 à 23,6 % en 2016. Les personnes pauvres en risque d'exclusion sociale représentaient 27,7 % de la population en 2010, ils représentent 35,7 % en 2016 (*Source* : Eurostat).

■ **29 juin. La BCE aide à nouveau les banques grecques.** La BCE rouvre l'accès des banques grecques à ses opérations de financements ordinaires. Elle accepte à nouveau les titres de l'Etat grec comme garantie de ces financements. La Grèce espère avoir bientôt accès au rachat des dettes par la politique de « *quantitative easing* » de la BCE.

■ **1^{er} août. Allègement du contrôle des capitaux.** Instauré le 28 juin 2015, le contrôle des capitaux limitait pour les Grecs les retraits en liquidités dans les banques à 450 euros par semaine et par personne. Les touristes échappaient à ce contrôle. Les transferts à l'étranger étaient soit interdits, soit contrôlés. Le 1^{er} août, le contrôle est allégé à 840 euros tous les quinze jours. Les nouveaux dépôts ne sont plus soumis à restriction. Ce contrôle pèse sur l'investissement et les importations. Les transactions par carte bancaire (montant non limité) étaient passées de 7,55 % à 35 % en un an.

■ **14 août. 48.000 réfugiés depuis janvier 2016.** L'accord entre l'Union européenne et la Turquie a réduit le flux des réfugiés. Mais le problème de la scolarisation des enfants est d'autant plus difficile à résoudre que six ans d'austérité ont réduit les moyens de l'éducation nationale grecque.

■ **3 septembre. Vente de quatre chaînes de télévision privée.** Cette vente à des personnalités privées rapporte 246 millions d'euros à l'Etat grec.

■ **9 septembre. Sommet des pays méditerranéens de l'UE à Athènes.** L'objectif est de renforcer l'unité européenne et de préparer un nouveau projet pour l'Europe. La *Déclaration d'Athènes*, signée par les sept chefs d'Etat et de gouvernement précise les objectifs des Etats du